N°010 • Octobre - Novembre - Décembre 2015

Les Echos du PNDP

Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

Louis Paul Motaze parle du PNDP

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire décrypte les enjeux du développement local. Lire Pp 22-23

ACTUALITES

HIMO-PNDP

Annick Girardin à Maroua pour le lancement de l'opération P. 12

DOSSIER

PDPP

Le PNDP à la base des success stories pygmées P. 24

ENVIRONNEMENT

COP 21

Le PNDP partage son expérience à Paris P. 18

Ministère des Finances
www.minfi.gov.cm

PNDP
Programme National de Développement Participatif
www.pndp.org

Projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des Communes du Cameroun, pour la Transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba

Meilleure Pratique OGP GIFT Fiscal Openness Working Group

SIM_ba

Avec l'appui technique de

aimf
www.aimf.asso.fr

Afroleadership
Open Government Data
www.afroleadership.org

Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (…)

Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation le 31 décembre 2006.

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Louis Paul Motaze
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Kamdem Souop, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo, Stéphan Kapto, Rostand Embolo, Sylvestre Chegue, Augustin Bitchick, Hamadou Ousman, Palestine Mbarga.

Extrême-Nord :
Albert Nguedam

Nord :
Mohamadou Ousmaïla

Adamaoua :
Nana Maadjou

Sud :
Florent Hugues Bessala, Cyrille Ngane Nlate

Centre :
Thomas Ongon, Willy Azebaze, Marthe Boutchiom

Littoral :
Olivier Herman Bekack, Sophie Babouma

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem

Ouest :
Boniface Megouo, Nzuno Elisabeth, Martin Sakam

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo

Est :
Engelbert Anoune

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :

CNC
BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

24 41 **Dossier**
PDPP
Le PDNP à la base des success stories pygmées

18 21 **Environnement**
Développement Socio communautaire
L'exemple qui vient de la Corée du Sud

EDITORIAL 06
Les questions environnementales au coeur de notre avenir
Environmental issues at the heart of our future 07

ESPACE MINEPAT 08
APE : le MINEPAT définit ses priorités
Nomination : Jean Tchoffo, nouveau SG du MINEPAT 08
Développement durable : le Cameroun s'arrime à l'agenda Post-2015 09

NOS PARTENAIRES EN BREF 10
Agriculture : l'AFD et le MINADER aux côtés des étudiants
AFOP - ACEFA : les paysans présentent leurs bénéfices à l'AFD 11

ACTUALITES 12
Himo - PNDP : Annick Girardin à Maroua
C2D III : une mission de pré-évaluation au Cameroun 12

SIM_ba : distinction du PNDP et AFROLEADERSHIP 13
PNDP III : signature de l'Accord de crédit en vue 13

FOCUS 14
2015 Africities Summit : the glitz of Jo' burg 14
Africités 2015 : le Cameroun fait entendre sa voix 15
Africités 2015 : l'exemple qui vient du Benin 15
2015 Africities Summit : Cameroon's sons and daughters bring honour home 16
2015 Africities Summit Sessions : Unveiling the 2063 Agenda 16

INVITE 22
Louis Paul Motaze parle du PNDP

PNDP EN CHIFFRES 42
Etat de mise en oeuvre du PNDP en 2015

NOUVELLES DES RÉGIONS 43
PNDP - CEFAM : les capacités des Cadres Communaux renforcées 43
PNDP-Ouest-PADDL/GIZ : les deux acteurs évaluent le partenariat 43
Communes : le PNDP Littoral assure le suivi 44
Microprojets : mobilité et salubrité assurées au Littoral 44
Littoral : le PNDP réunit les maires 44
PNDP Littoral : le suivi évaluation enseigné aux communes 45
Pro ADP : le Littoral s'arrime 45
Communication : le PNDP Littoral sur les ondes 45
Pro-ADP : le PNDP Centre actualise la base de données 46
Communal Development Plans : PNDP Centre organize a Workshop at Kiiki 46
Microprojets agricoles : la commune de Pouma démarre 46

Les questions environnementales au cœur de notre avenir

Par Marie Madeleine Nga

Editorial

Historique ! Tout le monde en convient, la 21ème Conférence des Parties sur le Climat qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015 occupera une place de choix dans l'Histoire. A plus d'un titre. Pour la première fois, il y a eu cette exceptionnelle mobilisation des dirigeants du monde, qui semblaient - pour la première fois aussi - prendre conscience de ce qu'il était impératif pour la survie de l'humanité de prendre des mesures visant à assurer le maintien de l'augmentation de la température moyenne à moins de 2°C d'ici à 2100. Plus important : il y a eu le continent africain qui, événement notable, avait fait le pari d'y aller d'une voix unie. Enfin, il y a eu cet accord par lequel 195 pays et l'Union Européenne s'accordent à reconnaître que la plus grande victoire du rendez-vous de Paris est la prise de conscience générale du phénomène et le désir d'œuvrer à la limitation de la hausse de la température «bien en deçà de 2°C», la révision «tous les 5 ans» de ces objectifs et l'aide financière à apporter conséquemment aux pays du Sud.

A titre de rappel, d'ici à 2050, plus 70% de la population mondiale vivra dans les villes. Les experts s'accordent à dire que la croissance la plus forte est attendue dans les villes d'Afrique et d'Asie, et en particulier dans les villes dites moyennes, c'est-à-dire les villes de 1 à 5 millions d'habitants. C'est dire si le défi est de faire en sorte que cet essor des villes soit une croissance verte, de faire de l'adaptation au changement climatique une opportunité et non une contrainte.

Cela invite à accroître le rôle des collectivités locales, notamment dans leur relation avec l'Etat. Tout modestement, le PNDP, joue sa partition à leurs côtés, en mettant en œuvre, à titre pilote, un volet REDD+ qui bénéficie d'un financement de 3 millions d'euros du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). A terme, les résultats de cette opération qui s'exécutera dans 10 communes et groupes de communes alimenteront les travaux d'élaboration de la stratégie nationale REDD+ du Cameroun.

Notre pays dont la voix s'est fait entendre à Paris, par le biais du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, qui y a lancé un appel pour sauver le Lac Tchad, cette étendue d'eau qui a perdu 90% de sa surface et son volume d'eau en un demi-siècle. De même, il a milité pour des actions visant à préserver le Bassin du Congo, deuxième poumon de l'humanité après l'Amazonie. Tout comme le Président sénégalais, porte-parole des maires francophones d'Afrique, le Président de la République a exprimé l'espoir de voir « Les pays en développement ou sur la voie de l'émergence » obtenir des superpuissances, des engagements contraignants de financement des initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre, autant que des renforcements de capacités et transferts de technologies, « sans préjudice

des dotations accordées au titre de l'aide publique au développement ». Il a également souhaité que « l'accès aux sources de financement soit simplifié ».

Faut-il le rappeler ? Il est impératif de financer des investissements massifs dans le reboisement des forêts, la limitation de la déforestation notamment du Bassin du Congo, le développement des énergies renouvelables et d'importantes mesures d'économies d'énergies. On aurait espéré que l'accent ne fût pas mis sur le volontariat, notamment l'engagement volontaire des Etats à réduire considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre, avec une révision tous les 5 ans et l'introduction d'une révision obligatoire à partir de 2025. On aurait aussi espéré un appui financier conséquent des pays développés, réputés grands pollueurs, aux efforts de l'Afrique. Notamment, la Grande Muraille Verte (GMV), une initiative de 1 500 milliards FCFA, visant à mettre en œuvre sur la bande allant du Sénégal à Djibouti, des projets de gestion durable des ressources naturelles et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans les zones sahéliennes affectées par la désertification.

En attendant que les autres superpuissances se prononcent au cours de la COP 22, la France a d'ores et déjà pris l'engagement de régler sa part de la « dette écologique » du monde aux pays africains, comme l'a relevé François Hollande. Elle promet d'ici à 2020 3 à 5 milliards d'euros dans la lutte contre les changements climatiques, auxquels il faudra ajouter 2 milliards d'euros d'appui aux pays africains dans le cadre du développement des énergies renouvelables, l'Afrique souhaitant en produire 300 GW d'ici à 2030.

C'est déjà un pas, si nous voulons sauver notre planète.

Bonne lecture. ◆

Environmental issues at the heart of our future

By Marie Madeleine Nga

In many ways the 21st Conference of Parties on Climate Change which took place in Paris from November 30 to December 12, 2015 was momentous. To begin with, it was the first time this exceptional gathering of world leaders appeared to have realized how crucial it is for the world's average temperature to be kept below 2° C if mankind wants to live beyond 2100. Then there was Africa's decision to go to the conference with one voice. At the end, 186 countries concurred that the most significant victory of the Paris conference would be general awareness of the phenomenon, the desire to work towards limiting the earth's rising temperature « well below 2 ° C », reviewing the objectives « every 5 years » and significantly assisting developing countries financially.

As a reminder, by the year 2050, over 70% of the world's population will be living in cities. Experts agree that the strongest of this growth is expected to be in the so-called medium-sized cities in Africa and Asia whose populations that range from 1 to 5 million inhabitants. This means that if the challenge is in ensuring that growth in these cities is green, adapting to changing climates should be an opportunity and not a constraint. This implies that the role of local communities should be increased, including in their relationship with the state. Unassumingly, PNDP has been assisting these communities, through the implementation of the REDD + pilot component funded to the tune of 3 million Euros by the Debt Reduction and Development Contract (C2D). Ultimately, the results of this component which will be carried out in 10 councils and groups of councils will inform the development of the national REDD + strategy.

Our country was represented in Paris by the Head of State, His Excellency Paul Biya, who requested that the international community should come to the succour of Lake Chad which has shrunk by 90% in the last fifty years. Similarly, he advocated for initiatives to preserve the Congo Basin, the second-largest of humanity's lungs after the Amazon. Like the Senegalese president, spokesperson for the Francophone Mayors of Africa, the Head of State hoped that « developing countries or nations targeting emergence » would get superpowers to commit to financing initiatives which take aim at the reduction of greenhouse gas emissions and the building of capacities for technology transfer, «without prejudice to grants awarded under official development assistance and that access to sources of funding should be simplified. »

Because investments in reforestation must be massively financed, rolling back deforestation most especially in the Congo Basin and developing renewable energy are as capital as embarking on important energy-saving measures. One would have hoped that emphasis would not be placed on volunteerism, especially the voluntary commitment of States to significantly reduce their greenhouse gas emissions, with a review every five years and the introduction of a mandatory review as from 2025. Substantial aid from developed countries, known to be the biggest polluters, to Africa's efforts was also expected. Notably, the Great Green Wall (GGW) initiative worth 1.5 billion FCFA, to implement projects on the sustainable management of natural resources to improve the living conditions of people in rural Sahelian areas affected by desertification in the belt that stretches from Senegal to Djibouti.

While we wait for other superpowers to make pledges during COP 22, France, as François Hollande pointed out, has already agreed to pay its own share of the world's « environmental debt » to African countries. Paris has pledged to inject 3 to 5 billion Euros between now and 2020 in the fight against climate change to which it will add 2 billion Euros in aid to renewable energy initiatives in Africa, as the continent plans to produce 300 GW of renewable energy by 2030.

This is no small bold step, if we want our planet saved.

Happy Reading. ◆

APE

Le MINEPAT définit ses priorités

Une réunion de validation des éléments de maturité des projets prioritaires relatifs au développement durable dans le cadre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre le Cameroun et l'Union Européenne s'est tenue du 21 au 23 décembre 2015 à Yaoundé.

L'ambition est de « *promouvoir et accélérer le développement économique, culturel et social des Etats ACP et de contribuer à la paix et à la sécurité et promouvoir un environnement politique stable et démocratique.* » Cette formule contenue dans l'Accord de Cotonou a été reprise par Dieudonné Bondoma Yokono, Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics (DGEPIP) au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à l'ouverture des travaux du 21 au 23 décembre 2015.

Dans son propos d'ouverture, M. Bondoma Yokono a précisé « ***que les autorités de la région Afrique centrale, prenant la mesure des changements que va entraîner la signature des APE tant au niveau de l'environnement national, régional qu'international des économies de leurs pays respectifs, cherchent à en minimiser les conséquences néfastes***». Et pour atteindre cet objectif, le Cameroun et l'Union Européenne ont convenu de la nécessité de mettre un accent sur la détermination des mesures d'accompagnement assises sur une vision à long terme de la transformation des structures économiques et l'émergence d'un environnement propice à l'investissement privé productif. Ainsi, s'inscrivant dans une formule de développement durable, la méthodologie de travail en cours au MINEPAT consiste en une implémentation du processus au Cameroun en conciliant « *logiques économiques* » et « *préoccupations environnementales* » dans une perspective d'équité sociale intra et intergénérationnelle. Les acteurs camerounais impliqués dans les négociations recherchent aussi une adéquation avec les objectifs contenus dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ainsi que du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique.

De l'ensemble des projets, le MINEPAT a pu sélectionner 23. Ils présentent une priorité pour les défis liés au développement durable, mais aussi des domaines de l'information, de la sensibilisation et de la participation de tous. Une inclination sera développée en direction des villes et des collectivités locales afin de garantir des politiques d'aménagement durable du territoire. Avec pour conséquence, la mise en place des stratégies de développement d'une économie verte à partir du local. ◆

Nomination

Jean Tchoffo, nouveau SG du MINEPAT

Il remplace à ce poste Gilbert Didier Edoa, muté au ministère des Finances, par décret du Président de la République du 22 décembre 2015.

Gilbert Didier Edoa est parti le cœur plein d'émotion du MINEPAT le 28 décembre 2015 au terme de la cérémonie d'installation de Jean Tchoffo en tant que nouveau Secrétaire Général de ce ministère qui est au cœur des stratégies de développement du Cameroun et tutelle administrative du Programme National de Développement Participatif (PNDP). A son ancien collaborateur, depuis son retour au MINEPAT le 2 octobre 2015, Louis Paul Motaze a dit avoir apprécié les qualités d'un pionnier de la réforme des finances publiques au Cameroun. D'autant que, durant son passage au MINEPAT, Gilbert Didier Edoa a mis en place des outils indispensables à la déclinaison des orientations stratégiques en objectifs opérationnels. C'est d'ailleurs sur cette logique que Louis Paul Motaze compte pour la réalisation et le financement à date du Budget d'Investissement Public 2016. Alors que Gilbert Didier Edoa retrouve les bureaux du MINFI qu'il a quitté en 2012, Louis Paul Motaze salue l'arrivée de Jean Tchoffo. Une maison qu'il connaît bien pour avoir gardé le poste de Président du Comité Technique de Suivi des Programmes Economiques depuis le 11 novembre 2008. Jean Tchoffo était encore il y a trois mois aux côtés du MINFI lors de la tournée en France, aux Etats-Unis et en Angleterre en vue de lever des fonds sur les marchés de capitaux. Ce qui fait dire à Louis Paul Motaze que *« Jean Tchoffo ne s'est jamais éloigné des problèmes économiques et devrait donc, à notre humble avis, se sentir à l'aise au MINEPAT »*.

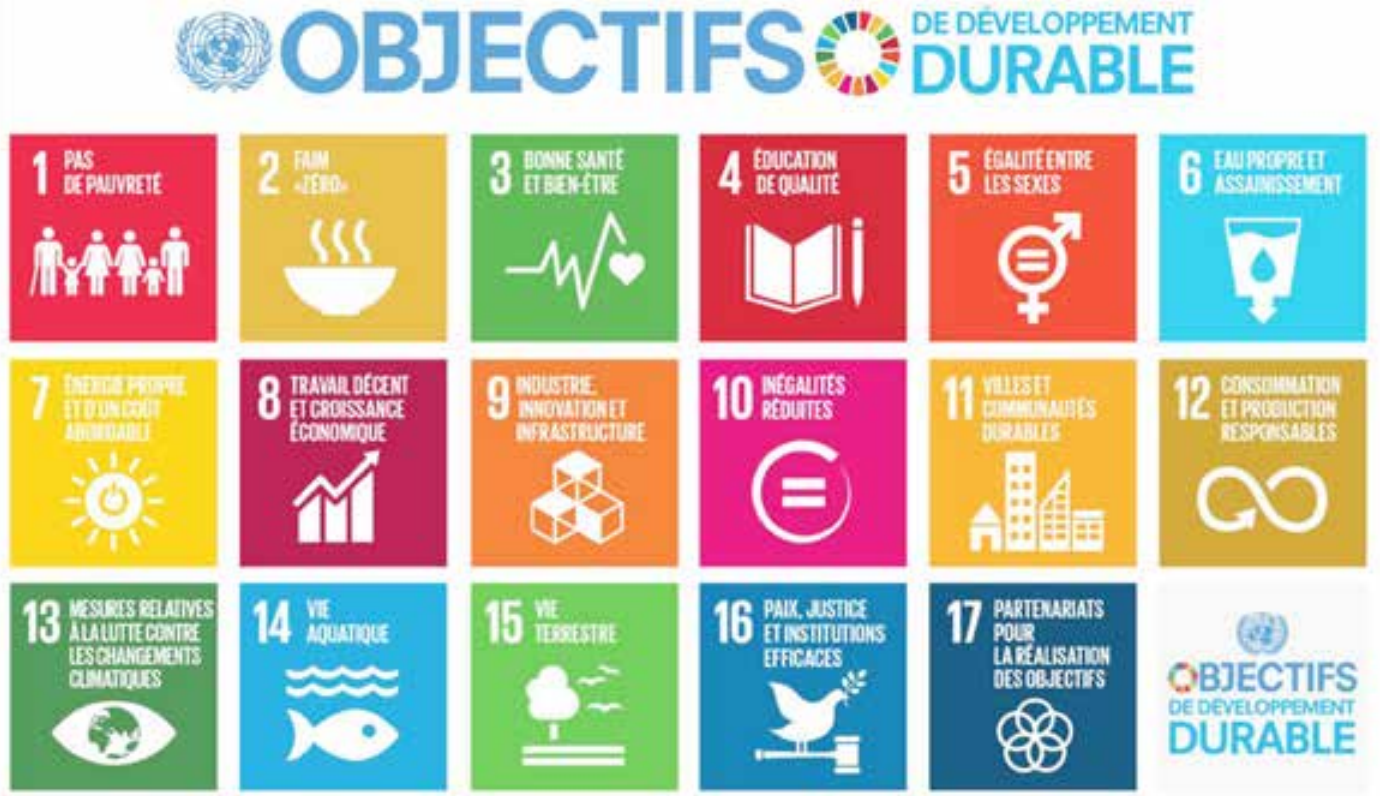
De nouvelles missions pour celui qui aura été Secrétaire Général au MINFI et au MINMAP. La mission spéciale confiée au nouveau Secrétaire Général du MINEPAT est de faire que dès 2016, *« le ministère de l'Economie endosse résolument l'habit de ministère au service des agents économiques, publics et surtout privés »*. Dans une stratégie d'offensive générale, le nouveau Secrétaire Général doit animer une administration

« moins calfeutrée dans les bureaux. Une administration qui doit se déployer sur le terrain, en allant à la rencontre des opérateurs économiques, pour comprendre leurs problèmes, analyser les voies et moyens susceptibles de les aider à gagner des marchés à l'extérieur en vue, non seulement d'améliorer le solde de notre balance commerciale, mais aussi, de créer durablement des emplois décents. » Une option managériale qui sera dévoilée à l'ensemble des responsables des services centraux et extérieurs du MINEPAT dès janvier 2016. ◆

Développement durable

Le Cameroun s'arrime à l'agenda Post-2015

Pour vulgariser les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui débutent en 2016, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a organisé le 8 décembre 2015 un atelier regroupant les principaux acteurs au niveau national.



Le Cameroun entend apporter sa contribution à l'amélioration des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est pour cette raison qu'en harmonie avec la communauté internationale, le pays s'engage à implémenter le nouveau programme de développement post-2015 adopté en septembre 2015 par le système des Nations Unies. L'on est ainsi passé des OMD aux ODD. Ce programme *« transformateur »* comporte des objectifs définis à l'horizon 2030. Il s'agit de 17 objectifs et 163 cibles qui touchent tous les secteurs de la vie et dont le but est de répondre aux besoins de la population présente tout en préservant ceux des générations futures. Trois éléments essentiels et interconnectés centrés sur l'être humain sont pris en considération : la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Pour assurer une réussite de ce nouveau cycle de quinze ans, le MINEPAT a introduit une notion nouvelle contenue dans le Dividende Démographique. C'est ainsi que des efforts seront davantage consentis en direction de la jeunesse nationale et africaine en vue de bâtir l'Afrique de demain. Un impératif pour la stratégie de développement du Cameroun contenu dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Pour montrer l'importance de la tâche et des efforts à fournir, un bilan des indicateurs sociaux a été présenté. Ces statistiques globales montrent une difficulté dans l'amélioration des conditions de vie des populations au Cameroun. Dévoilées par le Secrétaire Général du MINEPAT au cours de l'atelier national du 8 décembre 2015, les statistiques montrent que *« le pays affiche l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés en Afrique. L'indice de développement humain, quoi qu'ayant connu une amélioration de 0,7 point entre 2011 et 2013 reste faible 0,495 »*. Et le résultat de la dernière *« Enquête Camerounaise auprès des ménages montre que le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté reste encore élevé, puisqu'il se situe à 37,5% »*. Bien que la scolarisation primaire ait connu des avancées significatives, le taux de transition vers le secondaire reste faible, les disparités et les déperditions subsistent entre le milieu rural et urbain et entre les filles et les garçons. Pour réduire ces écarts, Jean TCHOFFO a appelé toutes les administrations, organisations de la société civile, secteur privé et partenaires au développement, à ne ménager aucun effort pour poser les bases de la réflexion future visant l'appropriation nationale des ODD. ◆

Agriculture

L'AFD et le MINADER aux côtés des étudiants

L'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) a servi de cadre à l'organisation d'une conférence, dans le but de faire un diagnostic de l'agriculture de seconde génération au Cameroun

L'Amphithéâtre Denis Maugenest de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, campus d'Ekounou à Yaoundé a servi de cadre le 09 décembre 2015 à l'organisation, par la filière Administration des entreprises, d'une conférence sur le thème *« le management au cœur de l'agriculture : perspectives agricoles au Cameroun et emploi jeune »*. Comme panélistes on retrouvait: Hervé Conan, Directeur de l'Agence Française de Développement, Rabelais Yankam, Conseiller technique N°01 au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Olivier Ndam, Responsable Programme au PEA-Jeunes, Dominique Morand, Assistant Technique au Programme AFOP, Embogo Désiré, Enseignant à l'UCAC et modérateur de la conférence.

Face aux nombreux étudiants présents, Rabelais Yankam exposera sur les enjeux et perspectives de l'agriculture camerounaise. Il définira l'agriculture de seconde génération comme une agriculture durable, de type entrepreneuriale, qui se fonde sur le développement de la chaîne de valeurs. Elle repose sur trois mots clés : durabilité, entreprise et chaîne de valeurs. Il dira que s'il n' y a pas de management, il n' y a pas de performance dans l'agriculture. Si l'agriculture contribue grandement au développement économique, au Cameroun, un certain nombre d'indicateurs amenuisent ses performances. La contribution de l'agriculture au produit intérieur brut s'est située entre 3 et 20% entre 1980 et 2012, une tendance qui n'est pas propre au Cameroun. La contribution du secteur agricole à l'emploi est encore très grande, ceci parce les transferts de matières premières et de main d'œuvre sont encore très lents. L'indice de développement humain est encore très faible. L'importation des produits manufacturés reste forte. Et l'orateur de se demander : comment peut on être en surproduction, mais les prix continuent à augmenter ? Malgré cela, le secteur agricole camerounais jouit d'un potentiel énorme et inégalé dans la sous région. Moins de 10% des terres arables sont exploitées. Le Cameroun dispose de 05 zones agro-écologiques et les technologies de production de masse existent. Les opportunités d'exportation aussi à travers les ports et aéroports. La proximité d'un marché de 200 millions de consommateurs comme le Nigéria est un atout, tout autant que la ressource humaine.

Les contributions des autres orateurs et notamment du Directeur de l'AFD permettront de répondre aux nombreuses questions, entre autres : pourquoi ça coince et que peut-on faire pour accroître les performances du secteur ? On relèvera que la faible productivité des facteurs et la faible compétitivité sont des goulots qui nécessitent d'être dénoués. La méconnaissance des sols dans les bassins de productions, le vieillissement des acteurs et des exploitations, la faible utilisation des technologies productives, le coût élevé des interventions publiques, la faiblesse des structures de transport, l'insuffisante structuration des producteurs, le climat des affaires et la faiblesse entrepreneuriale méritent d'être corrigés.

Hervé Conan a insisté sur le fait que l'enjeu sera de réussir à transcrire les outils modernes de management à l'agriculture pour passer de l'agriculture familiale à l'agriculture de seconde génération. Des nombreuses questions des jeunes managers, on retiendra celle d'un étudiant de 3e année qui demandera comment peut-on faire de l'agriculture un pôle de développement sans routes. Les éclaircis quant aux efforts réguliers du gouvernement avec l'appui des bailleurs de fonds, permettront d'étancher la soif de ce jeune et de ses camarades. ◆

AFOP - ACEFA

Les paysans présentent leurs bénéfices à l'AFD

Le 21 novembre 2015, ces deux programmes financés sur fonds C2D, ont fait l'objet d'une mission de supervision d'une équipe composée de cadres de l'AFD-Paris et du directeur de l'AFD-Cameroun.

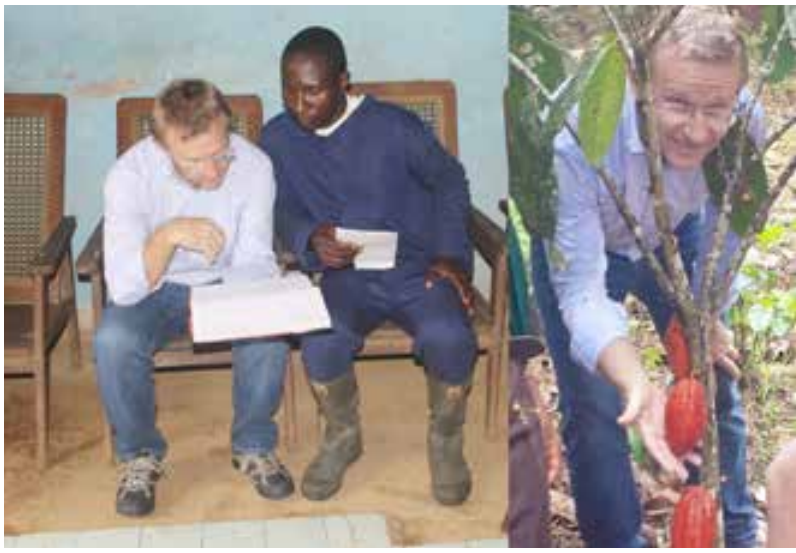
La première escale de cette visite de terrain s'est faite à Ngoulemakong, le temps de prendre connaissance d'un microprojet financé par le PNDP en 2007 dans cette commune créée en 1955 et qui « connut le premier maire noir du pays » Pierre Belinga le revendique comme actuel exécutif.

Là, Hervé Conan, qu'accompagnaient Jean Marie Pradelle, Elodie Montetagaud et Noor Mountassirde l'AFD-Paris, a pu visiter l'ouvrage composé de 30 boutiques et 1 hangar. Ce seul marché génère à la commune 3 des 5 millions de FCFA de recettes propres de cette collectivité dont le budget s'élève pour l'exercice 2015 à plus de 400 millions. La mission a pu apprécier l'entretien de cet ouvrage. Mention particulière à Isabelle Mbouezomo, qui s'occupe des toilettes payantes avec délicatesse, contribuant ainsi à la hausse des recettes.

En plus d'avoir une extension en gare routière, le marché réunit plusieurs activités : commerce, moulin, restaurant, décorticage, coiffure, microfinance… Pour les personnes rencontrées, il lui manque juste un magasin de stockage, notamment pour le cacao qui est séché derrière les boutiques.

Escale AFOP chez un jeune paysan

La mission a marqué un arrêt quelques kilomètres plus loin dans l'exploitation agricole de Siméon Akoa Amougou, 38 ans, qui a bénéficié d'un appui du Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et des Pêches (AFOP). Après avoir été formé de 2010 à 2012 dans le centre piscicole du Programme AFOP à Ebolowa, il a commencé son exploitation en septembre 2015. En attendant de procéder à une extension sur 5 ha, il exploite 3 ha d'un terrain familial. Il a reçu un appui entièrement libéré de 1,5 million de FCFA, qui lui a permis de construire une porcherie, d'engraisser son champ de maïs et de rabattre sa cacaoyère. Avec ses 7 sujets, il espère obtenir 6 porcelets par truie et par an qui devraient lui rapporter en moyenne tous les deux mois 25 000 FCFA par sujet pour une marge de 5 000 FCFA par tête.



Escale ACEFA dans un GIC

A Ando'o par Ebolowa, le GIC des agriculteurs et éleveurs de la localité, sous une pluie battante couplée à une coupure d'électricité, fait un exposé éclairé à la lampe. Pour cette immersion dans les réalités de l'arrière-pays, la mission a appris que ce groupement financé par le programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales (ACEFA), est né en 2006 avec 15 membres. Aujourd'hui seuls 8, dont 3 femmes poursuivent la vision avec un champ commun de maïs pour la provende de la porcherie. Ils accumulent près de 30 ans d'élevage individuel de porcs et l'appui qu'ils ont reçu après avoir introduit leur demande en 2011, leur a permis d'avoir une caractérisation de leur groupe, un diagnostic et un plan de développement triennal avec plan d'action annuel. Ils ont appris à faire de la comptabilité et la gestion des registres, la réforme des fèces de porcs, la castration et l'engraissement des porcs. Toutes choses qui ont permis de financer à hauteur de 7,1 millions de FCFA la porcherie actuelle, sur une subvention d'ACEFA en 2013. Au 31 décembre 2014, le bilan présentait des entrées de l'ordre de 1 000 000 FCFA, des dépenses de 650 000 FCFA et une marge brute de 350 000 FCFA qui facilitent des prêts aux membres ou la gestion des urgences scolaires et de santé.

Pour ce faire, ils bénéficient de l'accompagnement d'un conseiller technique spécial de productions animales appelé en cas de soucis avec les bêtes.

Le débriefing avec la mission a mis en avant la nécessité pour les trois programmes (PNDP, AFOP, ACEFA) de renforcer la collaboration entre programmes du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) sur le terrain, notamment dans une plateforme de collaboration comme c'est justement le cas dans la région du Nord. ◆

HIMO-PNDP

Annick Girardin à Maroua

La Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie était présente au lancement du projet le 03 novembre 2015.

La Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie, en séjour au Cameroun, a pris part à la cérémonie de lancement de l'opération à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP) présidée par Yaouba Abdoulaye, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINDEL/MINEPAT).

Au cours de la rencontre du 3 novembre 2015 qui a vu la participation d'une quarantaine de maires autour du Gouverneur de la région de l'Extrême Nord, de l'Ambassadrice de France au Cameroun et du Directeur de l'Agence Française de Développement au Cameroun, les prises de parole ont porté sur les enjeux de l'opération conduite à titre pilote dans les trois régions septentrionales.

Frédéric Bandon, Coordonnateur technique chargé des Infrastructures, représentant le Coordonnateur National du PNDP, a fait une présentation sur la vision de l'approche HIMO. Il a précisé que le mode opératoire de cette opération sera porté par une ONG internationale spécialisée en ingénierie sociale. Prenant la parole, Mme Girardin a rappelé le contexte particulier dans lequel l'opération HIMO sera mise en œuvre. Il s'agit d'une réponse à la fois au défi sécuritaire dans la région, mais aussi et surtout à l'emploi des jeunes désœuvrés qui pourraient être à la merci des sirènes de la secte terroriste Boko Haram.

A titre de rappel, l'opération HIMO dans le cadre du PNDP est l'approche retenue par le gouvernement pour accompagner le Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) élaboré par le gouvernement en octobre 2014. Envisagé comme formule susceptible de créer des emplois non ou peu qualifiés dans cette partie du pays en proie à l'insécurité liée aux exactions de la secte terroriste Boko Haram, le PRODAT regroupe 94 projets issus des Plans Communaux de Développement (PCD) pour un financement de 98,8 milliards de FCFA. ◆

C2D III

Une mission de pré-évaluation au Cameroun

Une délégation venue de l'AFD Paris a séjourné du 17 au 26 novembre 2015 au Cameroun, à l'effet de pré-évaluer certains aspects qui devraient être pris en compte dans le cadre du troisième C2D en préparation.

La 3e phase du Contrat de Désendettement et de développement (C2DIII) se prépare activement, notamment l'élaboration du Cadre d'Intervention Pays (CIP). Une mission de l'AFD Paris, conduite par Jean Marie Pradelle, chef de division Appui au Renforcement des Capacités et composée de Elodie Montetagaud, Coordonnateur géographique Cameroun et de Noor Mountassir, cadre de la division Pilotage et Stratégique, a effectué une visite de travail, dont l'objectif à terme est de définir la stratégie de l'AFD au Cameroun pour la période 2016-2020.

Elle a saisi l'occasion d'un déplacement le 21 novembre 2015 dans la région du Sud pour visiter un marché construit en 2007 par le PNDP à Ngoulemakong, une exploitation agricole d'un jeune formé et financé par le programme AFOP dans la même commune, ainsi que le Groupe d'initiative commune (GIC) des Agriculteurs et Eleveurs d'Ando'o par Ebolowa financé par le programme ACEFA.

A chaque étape, l'équipe qu'accompagnait Hervé Conan, directeur de l'AFD au Cameroun, a tenté de comprendre le degré d'appropriation des démarches participatives des trois programmes qui bénéficient des fonds de la remise de la dette bilatérale avec la France. Les échanges avec les bénéficiaires ont ravi la délégation qui a identifié des axes à explorer au cours du C2D III. ◆

SIM_ba

Distinction du PNDP et AFROLEADERSHIP

Les 29 et 30 octobre 2015, le « projet SIM_ba » a été à l'honneur à Mexico.

Le projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes du Cameroun, pour la transparence budgétaire et comptable, à travers le progiciel SIM_ba, mis en œuvre dans les 329 communes d'intervention du PNDP, avec l'appui technique de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l'ONG AfroLeadership, a retenu l'attention d'un jury international. En l'occurrence le Global Initiative for fiscal Transparency (GIfT) de l'Open Governance Partnership (OGP). Une présentation officielle du projet s'est déroulée à Mexico au Mexique les 29 et 30 octobre 2015 par Charlie Martial Ngounou, Expert AIMF en finances publiques et chef de projet SIM_ba.

Le neuvième numéro du magazine « Les Echos du PNDP » permet de comprendre le travail de terrain qui a valu au projet une telle reconnaissance, à savoir l'une des cinq meilleures pratiques innovantes en matière de transparence budgétaire et fiscale dans le monde.

A titre de rappel, SIM_ba est un progiciel de gestion budgétaire et comptable édité par l'AIMF, qui permet aux gouvernements locaux de maîtriser l'ensemble du processus budgétaire et comptable, des services de l'ordonnateur à ceux du comptable public qu'est le receveur municipal. ◆

PNDP III

Signature de l'Accord de crédit en vue

La dernière ligne droite conduisant à la troisième phase du PNDP est amorcée.

C'est l'aboutissement heureux de longs mois de tractations visant à établir une convergence de vues entre l'Etat du Cameroun et la Banque mondiale pour le financement de la troisième phase du Programme National de Développement Participatif.

En rappel, le PNDP est un prêt programme évolutif mis en place par le gouvernement avec l'appui de ses partenaires en trois phases de quatre ans chacune. Après le déroulement de la 1ère phase de 2004 à 2009, le Programme a enclenché la deuxième phase de mai 2010 à novembre 2013, date de la clôture du prêt sur fonds IDA de la Banque Mondiale. Devait donc suivre tout un processus devant mener à la troisième phase. Le processus de négociation de cette phase dite de consolidation a débuté dès mars 2013 par une mission d'observation de la Banque Mondiale au Cameroun. Une autre mission a eu lieu en octobre 2013, afin d'identifier les axes et composantes qui pouvaient être financés. C'est dans cette logique que le PNDP a reçu du 5 au 9 octobre 2015, une importante délégation de la Banque Mondiale.

La mission conduite par Jan Weetjens, Practice manager du Département Social au siège de la Banque mondiale à Washington a été ponctuée de séances de travail à la Représentation de l'institution de Breton Woods à Yaoundé et de visites dans les communes de Mfou et Obala. Jan Weetjens était accompagné à cette occasion de Nicolas Perrin, nouveau Chargé de projet du PNDP et d'Abel Bove, spécialiste en gouvernance locale et co-chargé du projet PNDP.

Au terme de cette mission, les deux parties ont convenu des innovations à prendre en considération dans la consolidation des acquis du PNDP avec des pistes de réflexion à approfondir. Les Plans Communaux de Développement, l'appropriation des processus participatifs par les populations à la base ou encore le financement des projets d'investissements communaux connaîtront une touche particulière au cours de la troisième phase qui s'annonce. D'autant qu'il est convenu que les 31 autres communes non encore couvertes par le PNDP seront prises en compte en plus des 329 communes partenaires à l'issue de la deuxième phase.

En attendant la mise en vigueur effective de la troisième phase dite de consolidation des acquis, le Programme continue depuis 2014, sur financement C2D, à remplir les missions qui lui ont été assignées par le gouvernement camerounais. ◆

2015 Africities Summit

The glitz of Jo'burg

With its 4.9 million inhabitants, the South African city braced itself up to welcome thousands of participants to the seventh Africities Summit, an event which prides itself as a loudhailer for the voices of the continent's 15, 000 local government units.

The Summit's theme for 2015, "Shaping the future of Africa with the people: the contribution of African local authorities to agenda 2063 of the African Union", is immensely revealing its underlying purpose. The event has two key objectives, per its organizers. First, it aims at tailoring and sharing strategies that will improve upon the living conditions of grassroots people in Africa. Then, it seeks to promote locally-driven integration, peace and unity on the continent.

The opening ceremony which brought together local elected officials and ministers from all over Africa and representatives of international organizations and NGOs, took place at the prestigious Sandton City Convention Centre. The ceremony was presided by Mr. Jeff Radebe, minister delegate at the South African presidency charged with planning, control and evaluation. He was flanked by Mr. Khalifa Ababacar Sall, mayor of Dakar and current president of United Cities and Local Governments of Africa, Patrick Klugman, deputy mayor of Paris, Mr. Thabo Manyoni, president of the South African Local Government Association, Mr. Josep Roig, secretary general of United Cities and Local Governments, Dr. Aisha Abdullahi, commissioner for Political Affairs in the African Union, Mr. Alioune Sall, president of the Prospective Group of the United Cities and Local Governments of Africa.

All presentations at the event focused on building the capacities of local territorial units and the consolidation of Africa's growth with local governments as the take off point.

In his vote of thanks to participants, the mayor of Johannesburg Mr. Parks Mpho Tau said local governments are the best tools with which government policy actions can be shaped especially in the area of basic social service delivery. As an example, he said, Johannesburg has about 4.9 million inhabitants who make up 10 per cent of South Africa's population yet it accounts for 14 per cent of the country's GDP.

Urbanisation was the main thrust of minister Radebe's address, a presentation which also made reference to the objectives of sustainable development. Firm commitment and sound leadership are key to requirements if Africa's local governments must be effective agents of development. The high point of his argument was his declaration that local governments have a crucial part to play in national economies. As a result, investing in local infrastructures and building linkages between rural and urban areas will ensure the continent's sustainable growth. It is on this note that the seventh edition of the Africities Summit opened in Johannesburg on november 29, 2015.

It is worth noting that the first ever Africities took place in Abidjan in 1998. This was followed by Windhoek in May 2000, Yaounde in 2003, Nairobi in 2006, Marrakech in 2009 and Dakar in 2012. The next summit will take place in Brazzaville in 2018. The 2015 edition centered around four types of sessions. There were sessions around specific themes, sessions for actors, open sessions and political ones. ◆

Africités 2015

Le Cameroun fait entendre sa voix

La délégation camerounaise conduite par le Ministre René Emmanuel Sadi, a donné à voir, exposer et faire entendre la voix du pays à ce sommet.

En accueillant dans le stand du Cameroun, le Ministre Jeff Radebe, Ministre délégué à la présidence Sud-africaine, pour la Planification, le Contrôle et l'Evaluation, René Emmanuel Sadi a ébauché les atouts et opportunités du Cameroun dans le processus de décentralisation et de promotion du développement local. Cette présentation s'est poursuivie dans la salle 5 du 2ème étage du Sandton Center. « Mesurer le développement local pour de meilleures politiques publiques et une Afrique prospère », tel est le thème de cette session qui, a drainé une centaine de personnes qui pour la plupart sont restées debout. Pour le Ministre Sadi, il s'agit de rassembler toutes les initiatives africaines, identifier les conditions nécessaires pour élargir la réflexion et bâtir un indice de développement local dans la perspective de l'agenda 2063, pour avoir des outils de décision propre à l'Afrique.

Les travaux étaient modérés par Daby Diagne, ancien maire adjoint au Sénégal. Comme intervenants, on retrouvait Philippe Camille Akoa, Directeur général du FEICOM, Osten Chulu, économiste au PNUD à Prétoria, Regina Orvananos Murguia, planificatrice urbaine à ONU-HABITAT en Colombie, Arthur Winsat, Economiste à l'OCDE.

Attention toute particulière lors du passage du FEICOM qui présentera un Indice de Développement Local qui liste les domaines prioritaires pour mesurer le développement local. De la présentation faite par Philippe Camille Akoa, l'on apprend que l'indice de développement local a été conçu et encadré par le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, élaboré avec l'appui de l'Institut National de la Statistique au Cameroun et un Comité de pilotage représentatif de diverses administrations et des organisations de la société civile.

L'on retiendra globalement que les villes ne peuvent plus se permettre de ne pas planifier, que la configuration spatiale des rues peut conduire au développement, que la cohérence des besoins et le partage d'informations sont des éléments importants, que la vision macro économique a montré ses limites. Une série de questions seront posées, entre autres, par des représentants du Sénégal, du Rwanda et de l'Afrique du Sud. ◆

Africités 2015

L'exemple qui vient du Benin

La délégation Béninoise à Africités a marqué plus d'un esprit par la méthodologie adoptée pour leur participation à cette 7e édition du sommet Africités.

Le visiteur qui passait par le stand du Benin le matin avant 9h et le soir à 18h restait un peu perplexe quant à l'affluence sur le stand et surtout au fait qu'a ces heures là, ce sont les mêmes visages qu'on y retrouvait. Il fallait se rapprocher pour comprendre qu'on était face à des séances de briefing le matin et de débriefing le soir. Comme nous l'expliquera Eusebio Santos, Cadre à la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement au Benin, la stratégie était de repartir et déployer tous les membres de la délégation dans les différentes sessions qui se déroulaient toutes au même moment en fixant des objectifs clairs. En fin de journée, chaque participant devait brièvement faire le résumé des choses vues, entendues, notées, ce qui peut être capitalisé, ce qu'il y a à offrir et ce qui peut être bénéfique. Expérience unique et pratique d'une délégation qui dans une approche offensive a décidé de tirer le maximum de profit de sa participation à ces assises. ◆

2015 Africities Summit

Cameroon's sons and daughters bring honour home

The election of Celestine Ketcha Courtes, mayor of Bangangté, to the presidency of the Network for Locally Elected Women of Africa has once again engraved Cameroon's name in gold in the annals of great nations.

Meanwhile, the Douala 3 Council has bagged the Participatory Budgeting Prize.

She saw the confidence of her peers bestowed on her during the network's elective general assembly on December 1, 2015, day three of the seventh edition of the Africities Summit in Johannesburg, South Africa. Holding under the theme "local elected women, a new vision", the session was attended by elected women from all over Africa. Besides renewing the network's bureau, the session served as occasion to unveil a new roadmap, close to five years after its creation on March 8, 2011 in Tangiers, Morocco. Until the election of the new leadership, the network was steered by Mrs. Fatimetou Mint Abdel Malick, first woman mayor of Tevragh-Zeina, one of the nine municipalities in Mauritania's capital, Nouakchott. Mrs. Malicka Ghefrane served as facilitator during the session. Thanks to support from the network's southern and northern African blocs led by Mrs.

Maria Helena Jose Correia Langa, Mrs. Fatna Khiel and Mrs. Milouda Hazeb respectively, Mrs. Celestine Ketcha Courtes was given the mantle to carry on with the work her predecessor had commenced.

The newly-elected president thanked all those who believed in and prodded her on, especially Cameroonian authorities, the secretary general of United Cities and Local Governments of Africa and her colleagues.

Later, it was the turn of the Douala 3 Council to receive the Participatory Budgeting Prize. All these accolades which honour Cameroon are proof of the astute drive that characterizes the country's local government units. ◆

2015 Africities Summit Sessions

Unveiling the 2063 Agenda

Decidedly, the holding of sessions on key subjects was one of the highpoints of the 2015 Africities Summit.

Conditions necessary for the success of the 2063 agenda constituted the theme of the first series of ten sessions steered by African Futures, Afristat, Cities Alliance, African Center of Cities and the United Cities and Local Governments of Africa. Panelists debated the role of local stakeholders, the future of local government units, planning, human resources and financial strategies. Important points were raised during the debates. Particular stress was laid on the provision of stable jobs for youth as well as decent living standards in protected environments. Society will evolve peacefully and positively only when the poverty gulf is bridged and the lapses in infrastructure checked. For this to happen, it is incumbent for governments to pool together financial resources and share skills, build citizens' capacities and promote technological development. Such policies can only be put in place by stable institutions, the proper functioning of States, good governance and good regulatory frameworks for local and central governments.

During these debates a string of recommendations were made for mayors, ministers and financial and technical partners. First, they were enjoined to work towards improving the quality of public spending at local levels, regularly build capacities and make sure decision-making processes are transparent in so public service delivery is at its best. Ministers and partners were called upon to assist States in the evolution of their decentralization processes, develop micro credit and finance schemes, institute regular exchanges between the State and local governments, promote financial decentralization and strengthen national follow-ups on local spending. ◆

Réactions

Parks Tau, ***Executive Mayor, Johannesburg***

« Very Valuable »

I think the summit was successfull so far, with a very very valuable contributions from stakeholders and development partner and of course local authorithies and ministers. There have been clear directions that many commissions recommended. Our vision in Johannesburg is to build a city that is sustainable, resilient and libert. It is about ensuring that it is a city where pupils can find good opportunities to grow and prosper, get support from all department. We continue to share experience with all the country.

Celestine Ketcha Courtes, ***Maire de Bangangté, Cmeroun***

« Les 5 régions de l'Afrique nous font confiance»

C'est un sentiment de joie et de reconnaissance à l'endroit des femmes des cinq régions de l'Afrique qui nous ont fait confiance, en nous portant à la présidence du REFELA. Elles ont voulu l'amélioration des conditions de vie des femmes élues locales. Le travail qui va permettre l'accroissement du nombre d'élues locales femmes part du Cameroun. Je suis une maire très heureuse de mon voyage en Afrique du sud.

Christophe H. Megbedji, ***Maire de la commune de Klouekanmey, Benin***

« Un lien d'échanges pour booster le développement local »

C'est un sentiment de satisfaction parce que le sommet Africités est un grand rassemblement des municipalités, de gouvernements locaux d'Afrique et d'autres gouvernements locaux d'autres continents, des opérateurs économiques, des gens qui investissent dans le développement local. Cette rencontre se veut un rassemblement qui nous permet d'échanger entre nous, de débattre de certaines thématiques pour booster le développement au niveau local.

Elong Mbassi, ***SG CGLU-A***

« L'Afrique a son avenir dans ses villes »

L'Afrique est encore et toujours décrite comme un continent essentiellement agricole, rien n'est plus faux. Le pays qui nous accueille a un taux d'urbanisation de 70% (proportion de population vivant dans les villes par rapport aux populations vivant dans les campagnes), tous les pays d'Afrique du Nord dépassent largement les 65 à 75%, l'Afrique de l'Ouest est déjà à 50%, seule l'Afrique de l'Est est encore entre 25 et 40%. Il est probable que ceux-ci rejoignent le peloton des pays urbanisés d'ici une vingtaine d'années. L'Afrique a son avenir dans les villes aussi.

Ali Inogo Dolo, ***Maire de la commune de Sangha, Mali***

« L'expérience du Cameroun m'a épaté »

La commune de Sangha est située vers la frontière du Burkina, au pays Dogon. C'est une commune très touristique dont la fréquentation est ralentie depuis 06 ans par les problèmes sécuritaires. Le cas du Cameroun m'a beaucoup épaté, notamment le financement des Collectivités Territoriales. J'ai pu partager l'expérience de nombreux maires pour essayer de dupliquer cela chez nous.

Boubacar Bah, ***Président de l'Association des municipalités du Mali et Maire de la commune V du district de Bamako, Mali***

« L'unité Africaine est en marche »

Nous avons voulu montrer ainsi que nous voulons l'unité de l'Afrique, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. C'est un grand rassemblement qui nous conforte que nous sommes sur le chemin des grands bâtisseurs de l'unité africaine. Nous avons rencontré les maires du Sénégal, du Maroc, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie, des Comores, des Seychelles; les présidents d'associations des maires se sont parlés.

Ali Simpara, ***Maire de la commune rurale de Banamba, Mali***

« Nous avons noué des partenariats »

Ma commune est située à 140 km de la capitale malienne. J'apprécie déjà la qualité de l'accueil ici. Le Sommet est bien organisé et les sessions sont bien tenues. Nous avons eu de nombreux échanges avec les marocains, par exemple, pour des partenariats fructueux et bénéfiques. Si ma valise n'est pas pleine, elle a cependant quelque chose la dedans.

Abdoulaye Thimbo, ***Maire de Pikine, Sénégal***

« Implémenter ce que nous avons appris »

Sentiment de satisfaction sur la qualité de l'organisation. C'est tout à l'honneur des organisateurs. C'est la satisfaction de pouvoir nouer des partenariats, de fraterniser, d'échanger, discuter afin de rentrer implémenter chez soi ce qu'on ne faisait pas encore.

Peter Chikuse, ***Chairperson of Lihongwe Municipal Council, Malawi***

« Going home with loads experience»

We have learned a lot of things. For example, this is an acquisition we have met with mayors from many cities. So we interacted with each other to know what's happening in Cameroon, Morroco, Malawi and South Africa. That's good because we are going home with lot of experience.

COP 21

Le PNDP présente son expérience à Paris

En prenant part à la 21ème Conférence des parties sur le climat du 30 novembre au 11 décembre 2015, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a partagé son implication dans la lutte contre des changements climatiques au Cameroun.

Penser la menace globale à partir du local, c'est l'approche choisie par le PNDP face aux changements climatiques. C'est tout naturellement que cette expérience dans les territoires ruraux du Cameroun a constitué la toile de fond de sa contribution à la COP 21, lors du Side Event organisé par l'Agence Française de Développement (AFD) le 2 décembre 2015. Et le constat est là. Tenez, dans toutes les régions du pays, la période des semis a fortement varié, tout comme la fréquence et l'intensité des pluies. Ceci a pour conséquence d'entretenir la pauvreté, l'insécurité alimentaire et une certaine précarité. En effet, les secteurs de l'agriculture et de la gestion des terres sont de loin les plus vulnérables, et sont encore malheureusement victimes, entre autres des pratiques agricoles inadaptées et non viables. A cela, s'ajoutent des phénomènes de surpâturage et des feux de brousse, d'érosion des sols aggravée par la coupe anarchique de bois et une gestion irrationnelle des espaces agrosylvopastoraux, etc.

Tout est dit, les changements climatiques sont réels au niveau rural. L'impact est tel qu'au Cameroun, en 2010, ces secteurs contribuaient à hauteur de plus 60% des émissions des Gaz à Effet de Serre (GES), et cette tendance ne va pas changer au regard des options de développement envisagées pour l'émergence du Cameroun, à l'horizon 2035.

Face à ces nombreux défis, le PNDP a développé une approche évolutive à deux niveaux. D'abord entre 2007 et 2012, par une approche *« projets »* dans les espaces communaux. Ce qui a permis d'appuyer la mise en œuvre de près de 290 projets d'adaptation aux changements climatiques. Dans les régions, ces projets ont permis de recenser et de regrouper dans un « *Compendium* » les bonnes pratiques de gestion durable des terres autour de plusieurs thématiques. Notamment les technologies liées à la gestion intégrée de la fertilité des sols, à l'agriculture de conservation, aux techniques de défense et de restauration des sols, à l'agroforesterie, à la gestion des parcours et le pastoralisme.

Au regard des leçons tirées de cette première expérience de la lutte contre les changements climatiques à partir de la base, depuis 2013, à la faveur des fonds reçus de l'AFD, le PNDP met en œuvre la composante REDD+ au niveau des communes du pays. Il est question de développer une approche centrée sur l'aménagement des territoires communaux. En appui à la stratégie nationale REDD+ du Cameroun qui veut en faire un outil de développement et d'aménagement du territoire, le PNDP essaye d'aider les 10 communes et groupes de communes bénéficiaires de l'opération, à enrayer efficacement, sur une zone donnée et délimitée les dynamiques de déforestation et/ou de dégradation forestière, à travers une planification et un aménagement concertés du territoire.

Le mécanisme REDD+ au niveau local est une opportunité qui participe à l'augmentation globale du stock de carbone séquestré. Mais aussi à l'implémentation du Schéma National d'Aménagement et du Développement Durable du Territoire, prévu pour 2017. Les autres enjeux de cette approche comprennent : la modernisation de l'activité agricole, la résolution des conflits et l'amélioration de la démocratie locale pour une gestion durable des ressources naturelles. ◆

REDD+

L'équipe du PNDP s'approprie l'expérience kenyane

Du 11 au 20 novembre 2015, une délégation camerounaise constituée des élus locaux et des responsables techniques du PNDP a effectué une mission de travail au Kenya pour un partage d'expérience en matière de mécanisme REDD+.

En matière de protection de l'environnement, toutes les expériences sont les bienvenues. Le Cameroun est bien dans cette option visant à rechercher les meilleures pratiques pour la protection de l'environnement à partir de la base. L'expérience du Kenya a donc été utile pour l'équipe du PNDP conduite par Alphonse Boyogueno, Responsable National Suivi Evaluation, Stéphane Kapto, Assistant Socio Environnemental et Augustin Bitchick, l'Assistant Technique Forestier. Ils avaient à leurs côtés, Pierre Getasa, 2ème adjoint au maire la commune de Lagdo dans la région du Nord et Donatus Njong Fonyuy, maire de la commune de Kumbo dans la région du Nord-Ouest. Ces deux élus locaux font partie des 10 communes et groupes de communes sélectionnés pour l'implémentation du mécanisme REDD+ dans les Collectivités Territoriales Décentralisées.

Cette délégation camerounaise a pu voir comment le Kenya, qui dispose seulement de 5,9% de couvert forestier sur son territoire, met en place des stratégies de préservation de l'environnement par la création des puits carbone. Une action rendue possible par des orientations constitutionnelles, notamment l'article 69 qui *« encourage la participation du public dans la gestion, la protection et la conservation de l'environnement »*. Cet article prévoit aussi d' *« éliminer les processus et les activités qui sont susceptibles de mettre en danger l'environnement »*. Ainsi, en rédigeant sa stratégie nationale REDD+, le Kenya entend atteindre un couvert forestier d'au moins 10% de sa superficie de terre. Un processus qui commence à porter des fruits. C'est ainsi que le projet REDD+ visité dans le cadre de ce voyage d'échange d'expériences a eu lieu dans le corridor de Kasigau. Mis en œuvre par la Compagnie Wildlife Works, cette société à but lucratif basée au Kenya et aux Etats-Unis a lancé l'utilisation des crédits carbone REDD+ pour financer la conservation de la forêt tropicale à grande échelle.

Le projet REDD+ du Corridor de Kasigau se trouve dans le sud du Kenya, et couvre une superficie d'environ 200 000 hectares. La zone du projet est une bande de terre entre deux parcs nationaux. Le projet a été mis en œuvre en deux phases. En 2000, Wildlife Works a acheté le Ranch de Runkinga d'une superficie d'environ 32 000 hectares. Il s'agit d'un ancien ranch de bétail que l'entreprise a transformé en une réserve faunique privée. Cela est devenu plus tard la phase I du projet REDD+ du Corridor de Kasigau. Pour la Phase II du projet, Wildlife Works a signé des conventions avec les propriétaires de 13 ranches communautaires pour une superficie totale de 167.000 hectares avec pour objectif la conservation des terres. Pour avoir accepté de gérer les ranches en conformité avec les objectifs du projet REDD+, les propriétaires reçoivent un tiers des revenus générés par la vente de crédits de carbone. Cette phase II contribue à 90% aux réductions d'émissions prévues du projet REDD+.

Les deux phases du projet REDD+ du Corridor de Kasigau ont été certifiées par deux standards internationaux, Verified Carbon Standard (VCS) et Climate, Community & Biodiverty Alliance (CCBA), et ont obtenu le certificat de niveau Or de la CCBA. En 2011, Kasigau est devenu le premier projet REDD+ à délivrer des crédits de carbone certifiés VCS. De telles pratiques pourraient être dupliquées dans les Collectivités Territoriales Décentralisées camerounaises dans un contexte de lutte contre les changements climatiques. ◆

Développement socio communautaire

L'exemple qui vient de la Corée du Sud

Une délégation d'élus locaux et de fonctionnaires de l'administration camerounaise a séjourné dans ce pays d'Asie en novembre 2015. À l'unanimité, les ressortissants camerounais ont été séduits par le modèle Sud-coréen.

Rien de plus que le changement de mentalité pour comprendre le niveau d'amélioration des conditions de vie des Sud-coréens aujourd'hui. Et l'histoire du développement rural de la Corée du Sud a séduit les membres de la délégation camerounaise dans laquelle se trouvait Georges Nkami, le Spécialiste des questions environnementales au Programme National de Développement Participatif (PNDP). Tout commence par le refus d'assistance dans le domaine alimentaire. En effet, dans les années 40, le jeune Kim Yong Ki invite les habitants de son village Bongan, à refuser l'aide en nourriture qui contribuerait à les assujettir et à les rendre *« plus paresseux »*. M. Kim Yong Ki invite donc en tant que leader, les membres de sa communauté à se prendre en charge et bâtit avec eux, une vision pour un village idéal. Avec pour finalité, de parvenir à une autosuffisance alimentaire. Un des moyens utilisés est la création d'une école pratique d'agriculture. Les valeurs telles que l'amour du travail, le sens élevé du pays, le service et le sacrifice sont infusées dans la société. Cette école est devenue aujourd'hui une référence sous le nom de « Canaan Global Center ».

Au fil des ans, elle s'est spécialisée dans la formation des leaders au niveau national et international. Elle a également des représentations dans plusieurs pays.

La planification à partir du village

Dans les années 1970, un nouveau mouvement le *« Saemaul Undong»* est lancé pour moderniser l'économie rurale du pays. Compte tenu du niveau de pauvreté et de l'insuffisance des ressources disponibles, le principe de base est de récompenser les villages qui font des efforts perceptibles de transformation de leur milieu, et de ne rien faire au niveau des villages « paresseux ». Immédiatement, tous les 33 000 villages du pays ont été mis en compétition, sur une base saine.

Ainsi, sur la base d'une simple demande, un appui composé de 335 sacs de ciment et 0,5 tonne de fer est donné au village demandeur pour mettre en œuvre ses projets endogènes identifiés. Les villages étaient alors récompensés, à mesure qu'ils mettaient en œuvre leurs projets endogènes, critère essentiel pour la mesure de leur performance. Ceci a créé une émulation et une accélération du travail communautaire qui ont envahi tous les villages du pays en près de 4 ans.

Etat-Village : duo et non duel

Concrètement, dans ce dispositif simplifié, le rôle du gouvernement a été de manifester et indiquer l'intérêt avec des slogans patriotiques et d'encouragement. C'est aussi le gouvernement qui s'est engagé à fournir la petite graine (ciment et fer) au niveau du village pour amorcer le processus, afin de mettre en place un cadre institutionnel pour suivre et apporter l'appui technique aux villages. En plus, la stratégie a permis de garantir davantage des mesures incitatives pour les villages performants. De son côté, le village avait pour missions de mobiliser les ressources internes pour définir sa vision et mettre en œuvre leurs projets endogènes sur une base communautaire, afin d'améliorer son niveau de vie et partant celui du pays. Il était aussi question de promouvoir les interactions et échanges entre les villages, contribuant ainsi à la construction d'un régionalisme ouvert pour le réseautage du pays.

Au bout du processus de huit (08) ans, ce mouvement d'ensemble a profondément changé le visage du pays. La prise de conscience, l'entre-aide, le dépassement de soi, la prise en charge de son destin, la compétition et la collaboration, couplés des slogans de détermination et de patriotisme étaient des éléments utilisés pour encourager les membres de la communauté à participer au processus de développement. Motivé par le succès dans les zones rurales, le mouvement s'est propagé dans les usines et les zones urbaines pour devenir un instrument de modernisation à l'échelle nationale. Atypique et loin des théories développées dans les politiques et planification de haut niveau, ce modèle a porté des fruits visibles que les Sud-Coréens proposent au reste du monde. ◆

Performance

Le miracle Sud-coréen

Dans une situation quasi-similaire à celle de quelques Etats du Sud, la Corée du Sud a su trouver, des alternatives pour son développement.

Que de records pour la Corée du Sud, pays situé en Asie. D'une superficie d'environ 98 500 Km² avec une population d'environ 51 millions d'habitants, sa capitale Séoul est assise sur 602 km² et compte près de 11 millions d'habitants. Dépourvu de ressources naturelles, le relief du pays est parsemé de collines, en principe hostiles au développement de l'agriculture.

Faute de garantie crédible, ce n'est qu'après avoir hypothéqué le salaire des exilés «économiques» coréens travaillant alors dans les mines allemandes, que la Corée du Sud, a contracté un emprunt de 30 millions de dollars dans les années 60. De même, du Japon, la Corée du Sud reçoit une aide orientée dans la construction d'une industrie sidérurgique «*Posco*», aujourd'hui parmi les plus importantes du monde. Et lorsqu'on considère les indicateurs classiques de développement, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant était comparable dans les années 1960 à celui des pays les plus pauvres d'Afrique et d'Asie. Il oscillait autour de 240 dollars par habitant, bien inférieur à celui des pays comme le Cameroun et l'Indonésie. Aujourd'hui, son PIB par habitant est plus de 100 fois supérieur et se situerait à 30 000 dollars par habitant. Ce bond en avant coréen est le fruit de plusieurs facteurs. À commencer par une politique d'industrialisation forte et très ambitieuse : elle a été marquée par une phase de substitution aux importations, suivie dès les années 60 de l'essor des exportations, puis par la restructuration progressive et la mise en place d'industries lourdes. Ce qui a permis la naissance de grands géants de l'économie mondiale, au rang desquels on peut citer Samsung, Posco, Hyundai, Daewoo, etc. Il s'agit aussi d'une conséquence d'un niveau d'éducation très répandu dans le pays avec de lourds investissements dans les infrastructures éducatives. Déjà, dans les années 70, le taux d'alphabétisation avoisinait les 100%. Aujourd'hui, le pays compte plus de 300 universités de très haut niveau. Ce qui fait que lorsqu'on visite la Corée du Sud pour la première fois, on est émerveillé par le niveau de développement industriel, technologique et infrastructurel, mais aussi par le développement humain. Il y fait bon vivre : les gens sont accueillants, travailleurs et fiers d'être Coréens.

C'est probablement aussi, le pays où l'on trouve le plus de personnes âgées au monde. Comme ce Professeur d'Economie et de développement local qui a entretenu le 18 novembre 2015, les 19 séminaristes camerounais composés de hauts fonctionnaires, de députés, de maires et de leaders villageois. Il revendique sans en avoir l'air, plus de 100 ans. Un témoin privilégié parmi tant d'autres des prouesses de développement impulsé de ce pays depuis le président Park Chung-Hee, en 1963. ◆

Louis Paul MOTAZE

« L'essentiel des projets inscrits dans le Journal des Projets est issu du PCD »

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) décrypte les enjeux de la 3e phase du PNDP.

Les Echos du PNDP : ***Monsieur le Ministre, le PNDP a célébré son dixième anniversaire en décembre 2014. Vous avez été signataire de l'Accord de crédit de la Phase II et vous vous apprêtez, à signer celui de la phase III. Quel avis portez-vous sur les résultats de ce programme dont la vie semble marquée par votre présence à la tête du ministère qui en assure la tutelle ?***

Louis Paul Motaze : Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes encouragements pour le travail que vous n'avez de cesse d'abattre pour faire connaître les activités du Programme National de Développement Participatif (PNDP), à travers votre projet éditorial *«les Echos du PNDP »*.

En fait, le PNDP est un outil du Gouvernement, mis en place en 2004 pour soutenir le processus de décentralisation en cours dans notre pays. Il s'agissait en réalité de constituer un mécanisme de financement décentralisé permettant d'améliorer l'accès des collectivités locales aux services sociaux de base. A ce jour, on peut sans hésiter affirmer que les résultats sont positifs, et ceci est perceptible par la qualité des réalisations infrastructurelles sociales de base et par le satisfecit général exprimé aussi bien par les principaux bénéficiaires que les partenaires au développement, avec l'appui desquels la mise en œuvre du Programme a été possible.

Le Gouvernement se félicite de la réussite de ce Programme initié sous la haute impulsion du Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul BIYA et adresse ses plus vifs encouragements à l'équipe de coordination de ce Programme dont la troisième phase dite de « consolidation» est sur le point d'être lancée.

De manière générale, quel regard portez vous sur la décentralisation et le développement local au Cameroun cinq ans après le début des transferts de compétences aux communes ?

Il convient avant tout de rappeler que la décentralisation, consacrée par la révision constitutionnelle de 1996, est devenue opérationnelle avec la promulgation par le Chef de l'Etat en 2004, d'une série de textes de lois, suivi le 26 février 2010 par la publication de plusieurs décrets fixant les modalités d'exercice des compétences

transférées par l'Etat aux Communes.
L'appréciation globale du processus actuel de décentralisation, certes perfectible, est positive dans la mesure où, sur le plan politique la mise en route de ce processus traduit la volonté manifeste du Chef de l'Etat à mettre en œuvre la constitution Camerounaise d'une part, et à faire avancer la démocratie d'autre part. Par ailleurs, elle contribue à une meilleure planification géographique de l'investissement public. De même, à la veille de la fin des transferts des compétences aux Communes, la quasi-totalité des départements ministériels ont transféré lesdites compétences. Enfin, une stratégie de la décentralisation est en cours d'élaboration de même qu'un système de suivi-évaluation de la décentralisation qui sont deux instruments d'aide à la décision.
Sur le plan du développement, le MINEPAT a, conformément à ses missions et attributions, élaboré et vulgarisé les outils de planification indispensables à l'accompagnement du processus de transfert des compétences et des ressources. Il s'agit entre autres du guide et du manuel du praticien de la planification communale, du guide d'organisation et de promotion d'une économie locale/communale du guide de maturation des projets et du cadre de référence des Contrats-Plans Etat-Commune. Il a aussi mis en place depuis 2011, des stratégies (publication du journal des projets dans son intégralité dans les médias et renforcement du dynamisme des Comités locaux et régionaux de suivi du BIP) pour améliorer le taux d'exécution des projets et le niveau de la consommation budgétaire des communes.

? Le Plan Communal de Développement (PCD) est l'un des principaux résultats obtenus par le PNDP sur le terrain. Le Chef de l'Etat a depuis 4 ans érigé ce document comme l'un des outils principaux d'élaboration du Budget d'Investissement Public. Comment comprendre alors les griefs qui sont faits au MINEPAT dans l'exploitation des besoins prioritaires des communes au moment de la publication du journal des projets ?

Nous tenons à rappeler que depuis 2012, le Président de la République, dans une Circulaire, instruit le Gouvernement d'intégrer, dans l'élaboration du Budget d'Investissement Public, les aspirations des populations locales telles que contenues dans le document de planification locale qu'est le Plan Communal de Développement (PCD). Dès cet instant, le PCD est devenu un outil essentiel auquel il faut se référer au moment de la sélection des projets à retenir au Budget d'Investissement Public. Certes, il peut arriver que, dans son rôle de garant de l'intérêt général, le Gouvernement programme la réalisation d'un projet ne figurant pas dans le PCD d'une localité mais dont l'envergure et l'intérêt impactent la vie de la nation, néanmoins, il n'en demeure pas moins que l'essentiel des projets inscrits dans le Journal des projets est issu du PCD. De ce fait, même si nous reconnaissons la difficulté des populations à cerner le lien existant entre les PCD et le Journal des Projets, nous ne pouvons comprendre ces plaintes auxquelles vous faites allusion.

? Si la question de la planification au niveau du territoire par excellence qu'est la commune semble réglée avec le PCD, quelques outils pensés par le MINEPAT peuvent-ils être efficacement développés au même niveau en matière d'aménagement du territoire ? Y voyez-vous un rôle accru du PNDP, même au-delà de la troisième phase?

De même que la planification, l'aménagement au niveau local est encadré par la loi. Tout d'abord, nous avons la loi N°2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation qui prévoit l'élaboration des plans régionaux et communaux de développement et des plans régionaux d'aménagement du territoire en tenant compte, autant que possible, des plans de développement et d'aménagement nationaux. Ensuite, la loi N°2011/008 du 06 mai 2011 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire au Cameroun intègre les Schémas Régionaux d'Aménagement, les Plans Locaux d'Aménagement et les Contrats-Plans comme outils stratégiques d'aménagement et du développement durable du territoire. Par ailleurs, le décret N°2012/0709/PM du 20 mars 2012 fixe le régime général des Contrats-Plans entre l'Etat et les Collectivités Locales. Ceci montre clairement que si la planification au niveau communal s'opère avec le PCD, l'aménagement quant à lui se fera via le Plan Local d'Aménagement et le Contrat Plan. Bien entendu le PNDP, ainsi que tous nos partenaires au développement, pourront également y jouer un rôle déterminant.

? La question d'une meilleure maîtrise d'ouvrage communale revient énormément dans les échanges avec les élus locaux. Quel est, à votre avis, l'état des lieux et jusqu'à quel point faudrait-il approfondir la réflexion sur cette question ?

Nous devons dire, s'agissant de la maîtrise d'ouvrage communale, que les efforts ont été faits en matière d'appui, d'accompagnement et de renforcement des capacités des acteurs de la commune et tous ceux qui grouillent autour d'elle. A ces efforts, devrait s'ajouter le respect par les exécutifs communaux désormais responsables des procédures y relatives, des principes de base que sont la liberté d'accès à la commande publique pour toute personne publique ou privée éligible ; l'égalité de traitement de tous les candidats ; la transparence des procédures, le degré de complexité et le mode de passation des marchés choisi ; le respect de publication des résultats et le respect du choix de l'offre la plus avantageuse.

? Le financement du développement par la base est une préoccupation de tous les instants du Gouvernement. Quelles sont les pistes à explorer si nous voulons atteindre le développement intégral du pays et partant l'émergence souhaitée par le Chef de l'Etat à l'horizon 2035 ?

Les Collectivités Locales se doivent de créer un cadre favorable au développement de leurs espaces respectifs. Aussi, pour atteindre le développement intégral du pays et partant l'émergence en 2035, la promotion d'un développement économique local ne doit pas être conçue exclusivement autour de la fiscalité locale, mais dans un paradigme qui prend en compte la création d'emplois, l'augmentation des revenus, l'amélioration de la qualité de vie des populations. Le développement économique local ne pourra donc se concevoir sans considérer son ancrage dans un contexte national ainsi que des échanges et interaction entre les différentes échelles spatiales. Pour y arriver, il faudrait promouvoir l'économie locale, l'agriculture de seconde génération mais aussi le dialogue entre les acteurs publics (Etat et collectivités) et le secteur privé. Tout ceci pouvant constituer une solution idoine pour l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Le PNDP à la base des Success Stories pygmées

Lancé dans la région du Sud en octobre 2007 et au Centre et à l'Est dès 2012, le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP) présente un bilan qui fait apparaître des success stories qui méritent d'être connues du grand public.

C'est la marque d'une approche inclusive en matière de développement local au Cameroun. L'idée d'un Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) a été lancée dans neuf communes de la région du Sud en 2007. Avec un montant de 350 millions FCFA, les résultats de cette initiative du PNDP sont de plus en plus probants dans cette partie du pays. Les derniers indicateurs montrent que 1440 cartes nationales d'identité et 2349 actes de naissances ont été établis et distribués. Plus de 111 enseignants ont été formés aux techniques ORA : Observer, Réfléchir et Agir avec un accent sur les techniques d'apprentissage aux minorités.

En matière d'éducation, au cours de l'année scolaire 2012-2013-2014, huit enfants pygmées se sont inscrits dans les écoles de formation professionnelle dans les domaines de la santé et de l'éducation. Sur le plan de la santé, 20 enfants pygmées ont été formés aux soins élémentaires de santé. Ainsi, l'on compte 164 accoucheuses traditionnelles dont les capacités ont été renforcées. L'approche inclusive du PDPP a permis aussi à plus de 300 femmes de donner la vie dans les meilleures conditions y compris chez les femmes Bantous qui ont bénéficié de l'administration des soins de santé primaire dans les villages. Ce qui a permis à plus de 1080 enfants de 0 à 5 ans ont été vaccinés et 1480 personnes ont bénéficié de soins dans les formations sanitaires.

La santé retrouvée et améliorée en permanence a permis l'amélioration des rendements dans les activités agricoles de ces populations autochtones. Plus encore, cette présence du PNDP auprès des peuples de la forêt a aussi permis de réduire les conflits fonciers dans plus de 15 villages des peuples pygmées par la reconnaissance des droits d'usufruit aussi bien par les Bantous que l'administration. Cette activité pilote du PNDP en faveur des peuples pygmées dans la région du Sud s'est déroulée en complément de celles d'autres acteurs, notamment AGESFO, PADES, etc. Elle a été mise en oeuvre avec l'appui des sectoriels réunis dans le cadre d'une plateforme présidée par le Sous-préfet avec pour vice-Président, le maire et rapporteur le Représentant du MINAS.

Au nombre de difficultés relevées sur le terrain, il y a l'éloignement de certains campements, la grande mobilité des pygmées, l'instabilité de certains maires et la faible appropriation par les sectoriels.

Des leçons pour l'extension vers d'autres régions

Il ne pouvait en être autrement pour les peuples pygmées de témoigner leur attachement à leur environnement naturel : la forêt. La douloureuse expérience a été vécue lors de l'arrêt intempestif des activités du PDPP au profit des activités culturelles ou de chasse. Heureusement, fait savoir Cyrille Ngane Nlate, Cadre chargé des Aspects socio-environnementaux au sein de la Cellule régionale de coordination du PNDP dans le Sud, « Nous avons découvert l'existence dans la région du Sud, de quelques structures ayant une expertise avérée dans l'accompagnement des peuples pygmées. Il s'agit notamment du FONDAF à Bipindi, de Petits Samaritains à Djoum ou encore de l'Hôpital de Ngovayang». Par ailleurs, le PNDP a fait usage sur la plateforme mise en place dans le cadre du PDPP, qui compte, entre autres, des représentants de la commune et des sectoriels animé techniquement par les responsable local du MINAS. C'est un puissant outil de planification et de rationalisation des interventions en faveur des peuples pygmées. Mais le plus grand défis de cette phase pilote, s'articule autour des stratégies visant à autonomiser ces chasseurs-cueilleurs autour de l'agriculture, de la gestion des produits forestiers non-ligneux.

Ces points positifs et leçons tirés dans les neuf communes de la région du Sud ont permis l'extension vers d'autres Collectivités Territoriales Décentralisées. Portant ainsi à 31 le nombre de communes concernées par le PDPP. Soit 11 communes dans la région du Sud, 17 communes de l'Est et 03 dans la région du Centre. Dès lors, un plan stratégique est adopté pour couvrir la période 2010-2016. L'innovation de ce PDPP de Seconde génération est l'intégration d'un responsable local des affaires sociales au cœur du processus en remplacement des Organismes d'Appui Local et des consultants. L'on a aussi noté une institutionnalisation de l'action portée par le PNDP en 2012 par la signature d'une convention cadre de collaboration entre le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le ministère des Affaires Sociales. C'est ainsi que des responsables des Services d'Actions Sociales (SAS) ont été désignés le 09 avril 2013 dans les 31 communes bénéficiant de la mise en œuvre du PDPP du PNDP. Les responsables de SAS sont mis à contribution pour l'information, la recherche de consentement, la collecte des données de base, puis l'actualisation et la mise en oeuvre des Plans d'Action Communaux. Ces responsables ont aussi été dotés d'un ordinateur complet et d'une moto de marque Yamaha AG 100, pour faciliter la sensibilisation des peuples autochtones depuis l'année 2015. ◆

Tableau 1 : Villages pygmées bénéficiaires du PDPP 1

REGION	COMMUNE	Nbre Indicatif de villages pygmées
SUD	Akom II	12
	Bipindi	47
	Campo	7
	Djoum	28
	Lokoundje	25
	Lolodorf	23
	Mintom	24
	Nyete	7
	Oveng	10
TOTAL		183

Tableau 2 : Communes d'intervention du PNDP II

CENTRE	EST	SUD
Eséka	Abong- Mbang	Akom II
Messondo	Atok	Bengbis
Ngambe Tikar	Dimako	Bipindi
	Doumé	Campo
	Gari Gombo	Djoum
	Lomié	Efoulan
	Mbang	Lokoundjé
	Messamena	Lolodorf
	Messok	Mintom
	Mindourou	Niete
	Moloundou	Oveng
	Ndélélé	
	Ngoyla	
	Nguelebok	
	Salapoumbé	
	Somalomo	
	Yokadouma	

Tableau 3 : Aperçu des composantes par commune

	Agriculture et produits forestiers non ligneux	Citoyenneté	Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière	Education	Santé
Akom II	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Bipindi	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Campo	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Djoum	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Lokoundje	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Lolodorf	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mintom	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nyete	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Oveng	Non	Oui	Non	Oui	Oui

Composante Education - MAPPAPPY

Approche innovante pour la formation de base des pygmées

La Méthodologie d'Approche Participative des Populations Pygmées (MAPAPPY) a été au menu de la formation organisée à Kribi dans le cadre du lancement officiel de la phase 2 du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP 2) le 15 juillet 2013.

L' atelier national de lancement officiel de la deuxième phase du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP 2) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), a été découpé en sessions de renforcement des capacités des différents acteurs de mise en œuvre dudit PDPP 2. Au nombre des acteurs en formation, l'on comptait les cadres du PNDP, du ministère des Affaires Sociales, les maires des 31 communes concernées, les sous-préfets, les sectoriels d'arrondissement.

L'un des aspects mis en avant au cours de cet atelier est la Méthodologie d'Approche Participative des Populations Pygmées (MAPAPPY). La MAPAPPY est un outil réputé souple et adapté à la consultation et à la mise en œuvre des activités en faveur des populations pygmées. Il permet, entre autres, de renforcer le consentement libre et préalable des bénéficiaires. Georges Nkami, Responsable des Aspects socio-environnementaux au PNDP souligne qu'elle « est le fruit de recherche-action menée pendant longtemps auprès des populations pygmées, par de nombreuses organisations, dont INADES Formation. Ceux-ci ont été mobilisés pour former le personnel impliqué dans la mise en œuvre de la deuxième phase du PDPP ». A l'en croire, « cette formation a permis une meilleure imprégnation des différents acteurs de la culture des Baka, Bagyeli, Bakola et Bedzang et une harmonisation des approches en matière d'accompagnement des populations pygmées en vue d'un développement durable ». ◆

Composante Education - Centre

Des enseignants dévoués à la base

A Ndong-Lien le directeur de l'école publique et cinq enseignants au statut précaire se battent pour assurer une bonne instruction aux enfants pygmées.

Le reporter arrive à Ndong-Lien, commune de Messondo à la nuit tombée, le 21 janvier 2016. Le directeur de l'école publique, Biboum Ntamag, affecté là depuis 2002, d'une rare hospitalité, modifie le plan d'occupation de la case d'astreinte qui jouxte l'école pour rendue possible la nuitée de son hôte et du chauffeur. Opération facilitée d'ailleurs par l'absence de deux des enseignants de l'école, les hommes, permissionnaires pour des raisons de santé et de famille. Les trois autres enseignantes, des femmes s'adaptent à ce changement pour la nuit.

Au petit matin, la peau boursouflée par les piqûres de « moutmout », une espèce de moustique, le reporter découvre l'école de 52 élèves qui a vu défiler des générations de peuples pygmées au nombre desquelles Jacqueline Ngo Panda. L'école créée en 1963 et qui a été érigée en école publique en 1983 a son passé glorieux derrière elle. En 2002, sans doute parce qu'elle était la seule école de l'arrondissement, elle avait un effectif de 185 élèves.

Les enseignants, en attente d'intégration depuis 2012 et 2013, vivent de la générosité des parents d'élèves qui peuvent au mieux leur offrir en plus de 15 ou 20 000 Fcfa, que complèteront un régime de plantain ou un rat. Elles se réjouissent d'avoir quand même, fait rare pour être souligné, une maison d'astreinte en matériaux provisoires construite en 2015 par le comité de développement du village et qui réduit les difficultés de (sur)vie dans le coin. Alors que les élèves n'arriveront qu'à partir de 8h, chacune des maîtresses, dans une discipline quasi militaire, profite de la lumière du jour pour préparer les cours de la journée et se dirige vers sa classe, avec une conscience exemplaire. ◆

Composante Education - Est

Pour la première fois, 11 Baka au secondaire à Messamena

A date, un seul cas d'élève ayant atteint la classe de 4e de l'enseignement général avait été identifié auprès des sœurs de la mission catholique de Messamena. Avec le PDPP, le PNDP est venu corriger la donne en l'espace de 3 ans.

Réputés pour leur caractère difficile, les Baka ne font pas toujours honneur à ceux qui se dévouent pour leur donner une chance. Daniel Soukou, aujourd'hui agriculteur qui cultive sur le manioc et le macabo, bénéficiait des soins de la mission catholique, jusqu'au moment où il se maria alors qu'il était en classe de 4e. Tous les efforts consentis furent réduits à néant.

Le PNDP a redonné espoir à travers le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP). Depuis 2013, il a financé les études de quatre élèves aujourd'hui au secondaire. Il y a Nadine Patricia Atsama, 11 ans, élève en classe de 6e au Lycée classique de Messamena et Linda Nyangono Mpina, 12 ans, en 5e dans le même établissement, pour ne citer que ceux-là. Cette dernière est en pleine évaluation de mathématiques donnée par Valentin Wanie quelques minutes avant le passage de notre reporter dans ce lycée. A en croire Jean Charles Ampouam Angaye, le proviseur, les enfants Baka présents dans son établissement sont si bien intégrés qu'un étranger aurait du mal à les distinguer au milieu de la masse. Commentant les résultats scolaires qui lui ont été présentés, il souligne que les enfants ont assez bien travaillé au premier trimestre – Linda ayant d'ailleurs décroché un tableau d'honneur –, mais gagneraient à être davantage impliqués pour réussir le cap du deuxième trimestre.

En face du lycée classique se trouve le lycée technique de la ville. Là, c'est la pause, et Pierre Ramsès Nkoe, inscrit en 1e année maçonnerie, devise avec certains de ses camarades, assis sur un banc public. Il fait partie des élèves soutenus par le PNDP, au même titre que Sorelle Akuih, 12 ans, élève en classe de 6e au CES de Dimpan qui rêve d'être

médecin. Ou encore Jean Noël Mouli qui suit attentivement la répétition de la pièce de théâtre que certains de ses camarades joueront à l'occasion de la 50e fête nationale de la jeunesse le 11 février. Lui, du haut de ses 15 ans et bien qu'en 5e, espère finir douanier.
Que des pousses d'espoir pour qu'une élite Baka se constitue et serve de modèle à ceux qui ont du mal à résister à ce que les spécialistes appellent *« L'appel de la forêt »*. ◆

Education Component - South

100% First School leaving Certificate pass in Lolodorf

The result triggered by the local Council, with considerable support from PNDP and the ministry of social affairs, is just a glimpse of how much ground still begs to be covered.

37 children sat for June 2015 sessions of the Government Common Entrance Examination and the First School Leaving Certificate. They all obtained entry tickets into college and their first ever academic diplomas.

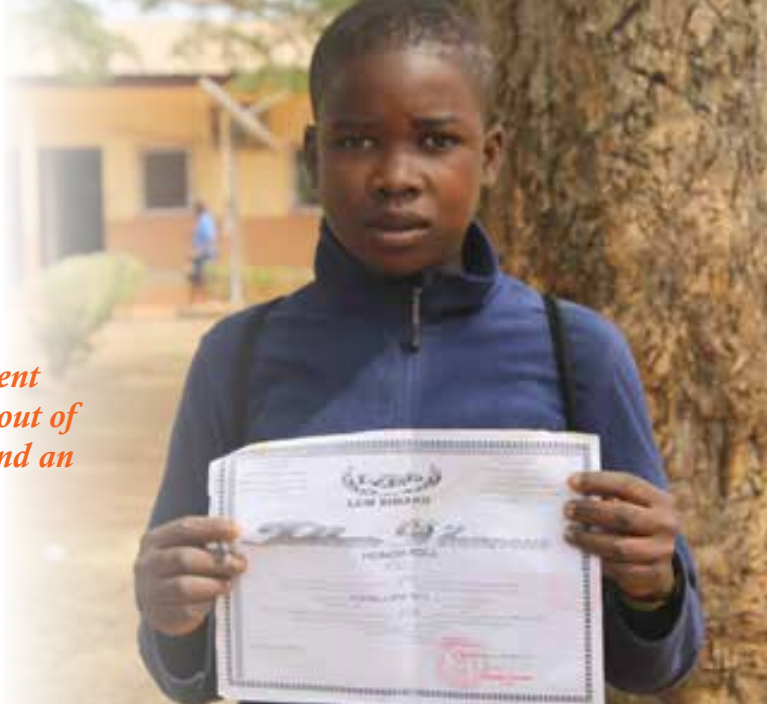
Most of these Pygmy primary school children lived in traditional Baka moungoulous, sometimes located between two to eight kilometers away from the schools that were built specifically them. After completion of their primary school studies, the options shrink. High schools and colleges are considerably far away from Pygmy settlements, bringing to light the pressing need for housing for young pygmy students who, in a quest to further their education, are compelled to relocate to other areas.

In Lolodorf, Bagyieli and Bakola students are lodged at a centre run by Béatrice Bind. The centre which can house up to fourteen students currently serves as abode for ten students this academic year. When this reporter visited the centre, he found only young Thérèse Nyare doing laundry. She is a fist-year college student in commercial studies. True to their affinity with life in the forest, this reporter is told, other occupants of the centre have either gone hunting, fishing or visiting nearby settlements where they have family.

At a meeting in Ngoyang, Joseph Nkodo, chief of the twenty-eight Pygmy communities in Lolodorf, says he is satisfied with the support Bagyieli children have been getting. But he equally makes mention of how difficult it has been for them to obtain such assistance for the ongoing school year. These difficulties came up when C2D funds from the PNDP meant to bankroll projects for the development of Pygmy populations dried up, Cyrille Ngane, the official charged with socio-environmental issues for PNDP's coordination unit in the South region, explains. Mr. Ngane assures him that funding will be made available during the imminent third phase of the project targeting Pygmy populations. The assurance as well as a brief visit by his nephew, Ernest Douodam who is attending school in Eseka thanks to a PNDP scholarship, whipped up Mr. Nkodo's spirits. ◆

Education Component – East

Baka ambitions gather steam in Dimako



For two reasons, Baka children attending Government High School in Dimako, with PNDP support, stick out of the crowd; their top notch academic performances and an unbending belief that their future is in their hands.

It's 10:00 am. The day's recess is over. Students who thronged the school's courtyard head to their classrooms. A young man and a few of his classmates dart into one of the classrooms where a French language lesson is just about to begin. Though he quickly drowns in the sea of faces, for this reporter, Nilson Akoulkong Olinga is a special case. The 20-year old Baka lad from Mayos is an upper sixth arts student. Clinching a place in the elite National Institute of Administration and Magistracy, once he obtains his high school certificate, is a dream he has been nursing for a long time. He badly wants to become an administrator. He says he dreams about becoming a leader on a daily basis.

Just like him there are many more exemplary Baka students in the college, in the likes of Crépin Atoh Peck, a form two student who made the honours roll and Nzimka Pounga, a form one student whose results are equally promising. The first deputy principal, Colette Mengbwa Etoundy, hopes that access to civil service jobs for the students will be smoothened once they leave school.

This drive is the result of groundwork that was laid since 2014. With PNDP supervision, minimum packages are ceded to all primary schools while children are provided with didactic materials like slates and rulers. By some stroke of luck, this reporter bumps into the first deputy mayor of Dimako, Mike Rocheteau Moambok, in the middle of a ceremony handing over PNDP support at the local Government Primary School. During the ceremony, the close to forty excited pupils who benefited from the assistance would not stop sniffing in the newness from their latest books, brandishing their new slates and scuttling into the nearest traditional Baka houses called moungoulou.

Though enfeebled by a bout with illness, Dieudonné Noutcheguenou, the visibly elated chief of the Baka community, made sure he attended the ceremony. He made it known how grateful he was to the Council and PNDP for their support to the community's children. ◆

Composante Education - Est

Le long chemin de l'EP à l'EIDE

Les années d'études entre l'Ecole publique primaire et l'Ecole professionnelle qui forme les Infirmiers Diplômés d'Etat, après un baccalauréat, rappelle les longues distances des campements aux sites d'école, mais aussi les embûches de la maternelle au Bac +3.

« Djôkoo », (merci !) crient en Baka, les parents d'élèves trouvés dans leurs campements pendant le reportage, en sortant de leur moungoulou (hutte Baka). Ils sont fiers de ce qui est fait pour leur progéniture dans le cadre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) que promeut le PNDP.

Pour rappel, rien qu'à Salapoumbe, 1300 élèves Baka sont enregistrés dans les écoles publiques et en 2015, 300 d'entre eux ont vu leurs frais d'Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants (APEE) pris en charge par le PNDP ainsi que leurs fournitures scolaires. Deux de ces enfants ont été invités à faire partie des députés juniors en juin 2015. Mais le produit dont le Programme peut être le plus fier est Honoré Ndinawe, qui après son baccalauréat a été admis à l'Ecole des Infirmiers Diplômés d'Etat de Bertoua d'où il est sorti nanti de son diplôme d'IDE. En attendant d'être recruté dans une formation sanitaire, il est retourné auprès de sa femme et de sa famille à Djissassou, dans la commune de Salapoumbe.

Mais le chemin ne fut pas un long fleuve tranquille. Il a fallu résister mille fois à « l'appel de la forêt », parcourir des kilomètres des profondeurs de la forêt aux bordures de la route où se trouvent les écoles construites pour accueillir les enfants Baka, changer douloureusement d'habitudes, se faire de nouveaux amis, aimer les études, passer et souvent repasser les examens. Et voilà que le baccalauréat obtenu, le diplôme d'infirmier en poche, l'avenir ne semble toujours pas s'éclaircir. Mais une chose est sûre : Honoré Ndjinawe a été bien formé et n'attend qu'une chose. Etre considéré à sa juste valeur, en ayant un emploi sécurisé à la fonction publique. *« Ce n'est pas une garantie »*, rappelle un expert. « *Plus d'une fois, on a vu un Baka avoir un emploi et tout abandonner pour retourner en forêt* ». Pour le sous-préfet de Salapoumbé, *« le combat s'inscrit dans la durée. Il faut à terme qu'émerge des leaders Baka capables d'être des modèles auxquels les autres veulent ressembler ».* ◆

Composante Education - Est

Un technicien de laboratoire Baka à Moloundou

Dans quelques mois, l'on verra sur le terrain Joseph Bibi, qui effectue actuellement ses études à l'Ecole des Agents Techniques Médico-Sanitaires (ATMS) de Bertoua, spécialité Analyses médicales.

Au moment où le reporter se rend à l'école des Agents Techniques Médico-Sanitaires (ATMS) de Bertoua, Joseph Bibi et ses camarades sont entretenus par Robert Nkoya, Infirmier supérieur principal qui au cours de l'année leur dispensera des cours d'épidémiologie, prophylaxie et vaccination.

Puis, c'est au tour de Laurent Djongang, Technicien principal d'analyses médicales, chargé de cours et travaux pratiques de Bactériologie, de prendre en charge les apprenants en laboratoires de bactériologie pour deux heures de pratique. A cette occasion, qui est en fait le premier cours pratique de cette unité d'enseignement, Joseph Bibi semble s'en sortir mieux que d'autres, Bantous, qui n'avaient pas encore bien assimilé les enseignements de base.

A en croire le directeur de l'Ecole, Aubin Olock, Joseph Bibi a réussi à s'intégrer au milieu de ses camarades de promotion et il est difficile de le distinguer dans la masse, si oui par ses performances académiques. Propos confirmés par le directeur de la proche Ecole des Aides-Soignants de Bertoua, qui accueille aussi les apprenants Baka. Pour Christian Noubi Noubi, dans les conditions optimales d'études, les élèves Baka se sont quelquefois distingués comme bien meilleurs que leurs promotionnaires Bantous. ◆

Composante Education - Est

Le cas Isaac Ngombo préoccupe

Alors qu'il était parmi les meilleurs élèves de sa promotion, Isaac Ngombo, ne semble plus adonné à ses études à l'Ecole normale des instituteurs de l'enseignement général bilingue de Bertoua.

Sur le campus, tout le monde dit comprendre ce qui arrive à Isaac Ngombo qui était réputé studieux, consciencieux et déterminé. A commencer par le directeur, Théophile Ntsouand Kayem qui le connaît assez bien pour avoir travaillé avec lui comme guide sur une étude portant sur les Baka. Depuis lors, ils devisent régulièrement sur divers sujets et bien sûr les études du jeune homme. Seulement depuis quelques temps, il est fuyant.

Il y a aussi le témoignage de Jean Claude Kenne, Chef de service des Etudes et stages de la section francophone qui porte sur le jeune Isaac Ngombo un regard bienveillant au regard de ses performances au cours des deux précédentes années académiques. Mais depuis qu'une note du Ministre des Enseignements Secondaires interdit aux candidats admis dans les ENIEG, sur dérogation spéciale, de se présenter à l'examen de fin de formation, Ngombo frôle la déprime. Il perd goût à toute chose, l'école, les amitiés, la vie. Il songe même à rentrer en forêt. Mais le PNDP ne l'abandonne pas à son sort et le Coordonnateur National, Marie Madeleine Nga, se lance dans un plaidoyer qui dépasse le sort de Ngombo pour prendre en considération tous les Baka victimes de la même injustice alors qu'ils paient pour leur scolarité 225 000 FCFA au lieu de 75 000 FCFA par an à l'ENIET et 150 000 FCFA au lieu de 50 000.

Comme le confirment ses camarades à l'instar du délégué de classe, Demisère Gopa Korondo, depuis l'annonce de cette nouvelle, le jeune Isaac Ngombo, camarade bon vivant, a perdu la lueur qui brillait dans ses yeux et est moins impliqué dans ses études, de plus en plus absentéiste. Et eux aussi crient à l'injustice pour leur camarade qu'ils chahutent une dernière fois en présence du reporter. ◆

Composante Education - Sud

Manzo'o, l'infirmière qui veut changer la vie des Bagyieli

Celle que tout le monde appelle Ana Maria semble avoir mis tous ceux qui la connaissent à ses pieds grâce à sa chaleur communicative et à la foi à son avenir.

La première bachelière Bagyieli du département de l'Océan prend très au sérieux ce qu'elle représente pour sa communauté. Après Ana Maria en 2012, Christine Azo'o a elle aussi eu son bac en 2013. Et désormais, d'autres filles et fils Bagyieli sont aux portes du baccalauréat.

Très reconnaissante envers le Chef du Centre social de Lolodorf, Ndongo Ndongo, qui a un été un père pour elle, Ana Maria souligne de manière appuyée sa relation privilégiée avec les cadres de la Cellule Régionale de Coordination du PNDP au Sud. Ces différents soutiens lui font oublier combien difficile a été le chemin qui l'a conduite du « moungoulou » familial à Baham à l'Ouest du pays avant de revenir au Sud. Plusieurs fois, le découragement n'a pas été loin du fait de la faim, de la solitude ou de l'éloignement de ses parents qui, avec le fouet si nécessaire, lui rappelaient que l'assurance de son avenir passait par une assiduité à l'école.

« Ana Maria fait partie des 4 pygmées que nous avons reçus dans notre école. Très studieuse, elle s'est très bien intégrée. Il était difficile de savoir qu'elle était particulière. Ses performances académiques la plaçaient au dessus de la moyenne. Par ailleurs, partout où elle a effectué ses stages, elle a été identifiée comme brillante ». C'est en ces mots que Sylvain Akouafane, le chef des Etudes et Stages à l'Ecole des Aides-Soignants d'Ebolowa, décrit son ancienne élève. Car à la base, la jeune Manzo'o a d'abord réussi son admission dans cette école dont elle sortit nantie de son diplôme qui lui a permis d'être recrutée à la fonction publique grâce au plaidoyer du PNDP. Mais son ambition, souligne-t-elle ne pouvait se satisfaire de ce niveau, elle a donc réussi son admission à l'Ecole des Infirmiers Diplômés d'Etat d'Ebolowa. Une ambition reconnue par Marc Bekale, le directeur et surtout Pierre Essono, le chef du Service des Affaires financières qui lui donne par ailleurs les cours de santé publique, soins infirmiers, pathologie parasitaire et méthodes de recherche.

Constat que confirme Esaïe Didier Meye, le chef du Centre médical d'arrondissement de Nkolandom où travaille Ana maria Manzo'o. Il reconnait en elle une collaboratrice dévouée à qui il n'a pu s'empêcher d'accorder des facilités d'emploi de temps hebdomadaire pour qu'elle puisse poursuivre ses études à Ebolowa.

Au campement Kaba, sur la route de Lolodorf à Bipindi, on

marque un arrêt. On y trouve des personnes venues de Yaoundé pour consulter le Chef Bagyieli. Ses pouvoirs auraient séduit ces patients en quête de traitement d'une maladie incurable ou d'une protection de la nature contre toutes sortes de maléfices. Une dame est allongée sur un plan dur dans la grande case en ruines. Elle confesse retrouver là une partie de ses racines.

Ana Maria, très à l'aise, qui a reconnu une de ses tantes, embrasse ici, chambre là, court à gauche, s'incruste à droite, disparaît dans un moungoulou, réapparait dans la cour, esquisse un pas de danse, le visage illuminé. Se tournant vers le reporter, elle dit regretter que les valisettes de médicaments qui sont remis aux pygmées après les formations qu'ils reçoivent ne soient pas systématiquement rechargés à épuisement. Mais ce qu'elle déplore davantage, c'est cet esprit chez ses « parents », friands de spiritueux, qui accueillent l'étranger qu'ils adoptent avec de l'african gin et qui croient que toute descente de Bantous, notamment ceux qui travaillent pour promouvoir leur développement, doit s'achever avec « un quelque chose » à leur laisser.

Cette inclination est sans doute le chantier le plus ardu que les acteurs qui accompagnent les peuples pygmées tentent d'achever le plus rapidement possible pour qu'émergent de nouveaux réflexes. Mais cela demande sûrement du temps. ◆

Composante Education - Centre

Ngo Panda se voit déjà sous-préfet

La fillette a des ambitions élevées qu'elle partage avec ses enseignants et son entourage.

Née le 17 octobre 2003, Jacqueline Ngo Panda est élève en classe de 5e au CES de Song Mbong, commune de Messondo. Notée à 9,80/20 au premier trimestre, elle aurait eu une meilleure moyenne si elle n'avait pas tenu à être évaluée sur la première séquence alors qu'elle a débuté les cours avec retard et qu'elle en était normalement dispensée. Malgré cette note, elle est la première de sa classe avec un bon niveau de français, comme le souligne Eric Ronald Tonye Ngwe, surveillant général. Il a l'avantage d'avoir été formé à la MAPPAPPY à Eseka avec le délégué départemental de l'Education de base ; ce qui lui a permis d'apprendre comment gérer les enfants pygmées.

Jacqueline qui a entendu parler de son aînée, Henriette Ngo Biyiha, travaille pour lui ressembler sur le plan scolaire, mais rêve un peu plus grand. Elle se voit en femme de commandement. La préfectorale est son horizon. ◆

Composante Education - Centre

Ngo Bihiha, le rêve du drapeau

La jeune femme ne se voit pas ailleurs que dans les forces de défense à la fin de ses études.

Enseignant d'espagnol, Atanasio Manga Nguendes, surveille la classe de première espagnol du Collège Marie Albert d'Eseka. Les élèves sont soumis à un devoir pour le compte de la troisième séquence de l'année scolaire 2015-2016. Il n'accorde pas plus que de raison une attention à l'une de ses élèves qui intéresse le reporter. Mais parlant de Henriette Ngo Bihiha, il la décrit comme « pas timide, sans complexe, courageuse mais moyenne en espagnol ».

A 20 ans, celle qui est arrivée dans cet établissement un an plus tôt en classe de seconde, sait qu'elle n'a pas bien travaillé au premier trimestre, avec une moyenne en deçà de 10. Mais elle a foi au travail pour réussir son probatoire en fin d'année. Car pour elle, l'avenir se dessine sous le drapeau. « Je veux être gendarme », fait-elle savoir dans un sourire timide. ◆

Composante Education - Centre

Ernest Douodam, le facétieux

Le jeune homme, aux petits soins grâce au vicaire général du diocèse d'Eseka et au financement du PNDP, ne tient pas en place, mais s'épanouit en attendant de trouver sa voie.

Ils sont 385 élèves au Collège Marie Albert d'Eseka. Mais Ernest Douodam, 14 ans et élève en classe de 4e allemand/espagnol, a réussi à se faire remarquer de ses camarades, enseignants et du chef d'établissement. C'est qu'il a du mal à tenir en place. Taquin, moqueur, facétieux, Ernesto, comme il se fait appeler, ne laisse pas indifférent sous sa coupe de cheveux et sa démarche qui fait dandiner son corps de footballeur.

Parlant de lui, Ambroise Bayomog, enseignant de français le dit à l'aise, bien intégré, avec une belle main d'écriture, et regrette que du fait de ses amitiés, il y ait des remarques à lui faire sur le plan disciplinaire. « Bien qu'il ait des aptitudes, il ne s'applique autant qu'il le devrait ». Propos confirmé par celui qui est le principal de l'établissement depuis le 11 septembre 2015 après avoir été pendant quatre ans secrétaire à l'éducation catholique du diocèse d'Eseka: Abbé Daniel Bachelin Ngomb. « Ernest est avec Henriette, parmi les élèves les plus réceptifs à mes instructions ». Il a cependant dû interpeler le vicaire général, Père Emile Martin Dibongue, auprès de qui vit le jeune Douodam depuis l'année dernière et qui lui tient lieu de parent, car les notes du premier trimestre n'étaient pas excellentes. ◆

Agriculture Component - East

A record 400 Baka farms in Salapoumbe

The community, which together with Yokadouma and Moloundou harbour the region's largest population, and where not a single farm owned by a Baka existed five years before, set the record in 2015.

The divisional officer for Salapoumbe, Mveng Ngwang, makes it abundantly clear. In 2011, the year he took office in the community where 60 percent of the inhabitants are of Baka extraction, not a single farm was owned by someone from the ethnic group. But thanks to intense awareness-raising campaigns, and to a lesser extent threats on Bantus and Bakas alike who steer clear of agriculture and resort to stealing from other people's farms, there are now no less than 400 farms of at least one hectare each in Salapoumbe. To hit that mark, a register of all Bakas in the community was opened. This was followed by a preaching of the benefits of farming to the people. This is because, as the divisional officer attests, "the Bakas are very friendly when they accept and trust you, but are not quite easy to live with."

With C2D funding, PNDP has been supporting this initiative steered by the divisional officer and the ministry of social affairs since 2014. It took the intensification of awareness-raising campaigns and notably educative talks and demonstrations for the record to be set. The principle that did the trick is simple. It all begins with the selection of a model farm where the people, noted for being hunters, fishermen and fruit gatherers, participate in demonstrations in groups of eight to seven. With chords that measure up to 100 metres to trace out distances between plants, picks for digging, axes to cut down shrubs, machetes to clear bushes, files to sharpen their tools and wheelbarrows to transport farm inputs, Engelbert Anoune, the official charged with socio-environmental issues with PNDP in the East region and the chief of social action sent on secondment to the local Council by the ministry of social affairs, preach the gospel of agriculture to Bakas from the 38 villages in Salapoumbe. Without invaluable contributions from the divisional delegate for agriculture and rural development, Ozia's Mokonou, the results would not have been this breathtaking.

After experimenting with groups of farmers in the South region, it was revealed that some members exploited the seriousness of a few, thus becoming clogs on the wheels of the work they refrained from. Numerous complaints were also recorded. Such a discovery led to the decision to work with individual farmers being taken, knowing that whatever the case may be, the farmer concerned will be accompanied by his or her spouse and children. Such assistance was based on the condition that the farmer showed unequivocal good faith and determination to engage in large-scale farming. This model worked and today, success stories are legion. ◆

Composante Agriculture - Est

Fidèle Bena, le Baka qui a reçu la médaille du mérite agricole

A Salapoumbe, il est difficile de ne pas connaître cet homme de 45 ans qui a reçu en 2014 des mains du sous-préfet de Salapoumbe la médaille du mérite agricole.

Fidèle Bena n'est pas peu fier lorsqu'il arbore sa belle médaille dorée à la bande verte. Et à juste titre, car ils sont nombreux, les agriculteurs grands et petits qui après des décennies de dur labeur ne l'ont jamais reçue.

La sienne, il l'a reçue le 20 mai 2014 des mains de Mveng Ngwang, sous-préfet de Salapoumbe qui connaît le terrain comme sa poche et forcément le champ honoré qui se trouve du côté de la forêt de Welele. Il faut pas moins de 20 minutes de marche à pas rapides pour atteindre le champ de cacaoyers réparti en deux. Le premier champ, d'une superficie de 2 ha a été créé par ses soins. Il avait alors collecté les fèves de cacao qu'il a fait germer et planter avec le secours de ses deux épouses et trois garçons, aujourd'hui tous mariés. Au final, ce champ lui garantit un minimum de 6 sacs de cacao.

Repéré pour son champ, il a reçu les appuis du PNDP et a lancé un deuxième champ de 3 ha pour lesquels il bénéficie des conseils et du suivi du délégué d'arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural, Ozia's Mokonou.

Au milieu de ses quatre frères qui ne sont pas peu fiers de lui, il se souvient avec émotion du jour où il a reçu sa médaille. « Ça a été une source de grande joie dans ma famille, car c'était la reconnaissance du travail bien fait ». Et déjà dans la famille, on se prend à rêver du prochain médaillé parmi les quatre autres qui ont chacun 2 ha. En 2015, Blaise Massini a tiré de son champ 5 sacs de cacao, de même que Bernard Ndjele, tandis que Modjembo et Mano ont eu 4 sacs chacun.

Fidèle Bena, déterminé à être une lumière dans sa famille, est un mordu de travail qui n'oublie pas d'épargner une partie de son gain. Prochaine étape, l'acquisition du véhicule qui lui permettra d'acheminer sa récolte vers le chef-lieu de département, Yokadouma. ◆

Composante Agriculture - Est

Des champs résistent aux conflits avec les Bantous

A Bifolone par Messamena, deux champs bousculent les habitudes de la plupart des Baka, portés sur la chasse, la pêche, la cueillette et aux larcins dans les champs voisins.

Le premier champ est l'œuvre de Paul Messa. A 27 ans, cet homme à la moustache de Clark Gable et au teint clair ne fait pas à première vue penser à un agriculteur. Et pourtant, il fait partie de ceux dont le ministère des Affaires Sociales, la commune de Messamena et le PNDP sont le plus fiers. Aidé par sa femme et ses enfants, il cultive la banane plantain, le macabo, le manioc et a même décidé de se lancer dans le cacao. Avec ses 2 ha, il se projette sur l'avenir avec sérénité.Plus loin, on retrouve le couple Daniel Dando, 29 ans, et Pauline Tindo, 20 ans. Ils espèrent avoir un enfant bientôt pour qu'il profite lui aussi de tout ce que la terre leur donne en termes de récoltes à vendre et de production pour consommation domestique. Davantage porté sur le manioc sur près de 2 ha, le champ est également composé de banane plantain et de gombo.

Seulement les efforts de ces agriculteurs sont mis à mal par les Bantous voisins qui, il y a quelques jours encore, sont venus les menacer. Contrairement à Koum où l'expérience foncière est très bien vécue par les Bantous et les Baka, à Bifolone, les conflits fonciers persistent. Ce qui expliquent le cri de cœur des Baka lancé aux autorités administratives : *« Aidez-nous à avoir nos terres pour l'agriculture. Nous, tout ce que nous voulons, c'est travailler la terre. Que les Bantous nous laissent en paix ! ».* ◆

Composante Agriculture - Centre

Jean Olinga est passé à l'échelle

Du haut de ses 52 ans, cet agriculteur sait où se trouve son avenir et celui de sa famille.

L'agriculture est la seule préoccupation de Jean Olinga. Et sa famille l'a suivi dans cette inclination, lui qui a une femme et six enfants dont deux filles. Jacques Eloundou, 22 ans, marié et père de deux enfants, travaille avec son père beaucoup plus encore que Narcisse Assang, 15 ans et Jean Olinga, 10 ans, tous deux élèves dont les études sont arrêtées depuis le décès du directeur de leur école.

M. Olinga et son épouse Irène Ngo Mandi ont la particularité d'être les parents de Henriette Ngo Bihiha dont ils gardent la fillette de 5 ans. Fait pour lequel Mme Ngo Mandi dit toute sa reconnaissance au PNDP en formulant le vœu, à la suite de son mari de bénéficier de plus d'appuis encore dans le cadre de la composante agriculture, car, leur abondante production pourrit dans les champs, faute de moyens logistiques de transport de celle-ci vers les marchés proches et de Yaoundé.

Dans le quartier Missone du village Makot, la famille de Jean Olinga n'est désormais pas seulement réputée pour les qualités de guérisseur traditionnel du chef de famille, mais aussi et surtout pour ses qualités d'agriculteur. Déjà il ambitionne de se lancer dans la culture du cacao, après avoir fait ses preuves dans la banane-plantain, les ignames et le macabo. ◆

Composante Agriculture - Est

Blandine Kamita fait fleurir le sol

La jeune femme de 36 ans qu'accompagne son mari, dévoué et travailleur, arrache à la forêt des hectares de champs beaux à visiter. Ce qui n'est pas du goût des Bantous.

Les Bantous étaient sans doute un peu trop habitués à avoir à faire à des Baka paresseux, dont l'horizon de vie se résumait à la journée présente. Ceux-ci de temps à autre et par nécessité volaient au passage dans les champs voisins des régimes de plantain ou déterraient sans autorisation divers tubercules. Avec Blandine Kamita et Cyriaque Kouenbang, ils sont presque traumatisés, tant le fossé avec le cliché sus-cité est énorme.

Le couple qui n'a pas encore d'enfants, comme le regrette M. Kouenbang, a en effet à lui seul 5 ha de banane plantain, manioc et pistache à Nguewading, non loin de Loussou où ils habitent. Ils ont eu cette ambition après avoir cultivé un champ de piment, macabo et arbres fruitiers de 2 ha. Avec ces 7 ha, ils envisagent aussi de se lancer dans le cacao. *« De toute manière, la forêt est encore à prendre, tellement il y a des espaces cultivables»*, reconnaissent ces infatigables laboureurs qui font des envieux à la fois chez les Bantous et les Baka. *« Récolter cet immense champ est pénible pour deux personnes, confesse Blandine. Quand je demande aux membres de ma famille de venir nous aider à récolter et transporter la production vers la route, ils refusent. Ceux qui acceptent demandent de l'argent que nous n'avons pas. Nous sommes donc obligés de nous débrouiller à récolter seuls, mon mari et moi. »* Et son mari d'enchérir *« Nous savons qu'ils préfèrent venir voler quand nous ne sommes pas là. Mais la récolte est si abondante que les vols sont insignifiants. »*

Et de fait, le visiteur n'est pas déçu de faire un tour dans ce champ si bien entretenu, même en saison sèche. Mais quelle déception quand à la lisière de ce champ on jette un regard sur celui du Bantou qui est leur proche voisin et qui sans doute à la vue de la parcelle proprette à la production abondante de Blandine, en perd le sommeil au point de la quereller sur les limites réelles des deux champs. Mais c'est sans compter sur la connaissance de ses droits que la jeune femme aussi réservée que courageuse cultive également. C'est devant les autorités que ce dernier est allé lui présenter ses excuses en promettant de la laisser en paix. ◆

Composante Agriculture - Sud

Marie Djoki et la fable du laboureur

Dans une langue française maîtrisée, la dame qui est par ailleurs matrone prouve qu'elle a appris par cœur la fable de La Fontaine et tire de la terre de la commune de Lokoundjé quantité de trésors.

Le sourire jamais loin, l'assurance de ceux qui savent ce qu'ils valent et où ils vont, Marie Djoki, un coupe-coupe dans la main, nous montre la voie qui conduit à son champ qu'elle n'a de cesse de vanter. Les 5 ha qu'elle exploite avec son mari, Alain Ntonga, un bantou, sont inondés d'une production qui a largement dépassé les capacités d'autoconsommation de la famille de Marie. Au moment où nous la suivons dans son champ, elle nous montre 3 ha à Bella apprêtés pour la culture du plantain, des ignames blancs, du pistache, de la tomate, des aubergines, du gombo et du macabo. Or, un demi-hectare est également préparé à Yalpenda pour du maïs et du manioc. Ce qui ne lui vaut pas forcément les louanges des proches bantous. *« Ils estiment qu'ils ne peuvent avoir leur production concurrencée par une Bagyieli, tonne-t-elle. J'ai failli en perdre la vie il y a quelques jours »*. L'année 2015 a été marquée par une abondante récolte et ils ne l'ont pas vue d'un bon œil, se demandant comment une ressortissante pygmée pouvait produire des récoltes personnelles au lieu d'être manœuvrière pour un Bantou.

Informé de la situation de Marie Djoki, qui est à la recherche de cash-work, de semences et de facilités d'écoulement de ses produits qu'elle est parfois obligée d'aller vendre elle-même à Douala pour éviter les humiliations des « *bayam-sellam* » qui font le tour des villages pour recueillir la production Baka avant d'aller la revendre avec une importante plus-value dans les grands marchés de Yaoundé, Douala et même des pays voisins. Le maire de Lokoundjé, sa majesté Innocent Ondoua Nkou, Chef supérieur de Fifinda, a pris sur lui de mettre à la disposition de la vaillante cultivatrice un véhicule pour l'acheminement de ses produits vers le marché central de Lokoundjé. ◆

Composante Santé - Centre

Suivi minutieux du calendrier sanitaire à Ndong-Lien

Dans ce village de la commune de Messondo, la communauté pygmée se rend disponible pour les descentes de l'infirmière.

Le chef de la communauté pygmée de Ndong-Lien, SM Maurice Kombi a aménagé un hangar dans sa cour qui sert à des réunions avec ses congénères. Ce jour, 20 janvier 2016, le hangar est mobilisé pour abriter une vingtaine d'hommes, femmes et enfants pour une causerie éducative effectuée par Suzanne Ngo Bong Gwet, chef du Centre de Santé Intégré de Song Mbong.

Une fois encore, elle les entretient sur la nécessité de suivre à la lettre les conseils qu'elle donne, de faire bon usage des moustiquaires imprégnées qui sont données prioritairement aux femmes enceintes ou allaitant, de ne pas hésiter à référer les patients au Centre de santé.

Pour la journée, il est prévu d'administrer des vaccins gratuits contre la tuberculose et la poliomyélite aux enfants âgés de 0 à 11 mois et contre la rougeole et la fièvre jaune aux enfants de 9 mois. L'exercice n'est pas sans peine, car il y a des mères qui ne supportent pas de voir pleurer leur progéniture et s'enfuient ou pleurent plus fort encore. Mais au final, tout rentre dans l'ordre, le chef tout sourire, rassure son monde. De la vitamine A est distribuée aux femmes et aux enfants. Dans un bruit de moto tout terrain, l'infirmière prend rendez-vous pour la prochaine date. ◆

Composante Santé : Centre - Sud

Les matrones renforcent leurs capacités

Dans les communes de Lokoundje et Messondo, deux accoucheuses traditionnelles évoquent l'impact sur leur travail des formations reçues grâce au PNDP.

Les véhicules qui passent à toute vitesse sur la route ne perturbent pas la vie dans le campement de Bagyieli qui la jouxte, à Bivouba dans la commune de Lokoundje. Là assise sur un tabouret, Madeleine Lissota prend soin du bébé de Marthe Biloa, 21 ans, qui a vu le jour le 29 décembre 2015. C'est maman Mado qui a suivi la jeune mère de bout en bout, et qui a accueilli l'arrivée de la fillette qui attend encore la venue de son père, 26 jours après sa naissance, pour avoir un nom. *« Ce n'est pas à moi de donner un nom à ma fille. On attend son père qui est trop pris par son travail à Yaoundé »*, confesse Marthe Biloa.

La matrone, quant à elle, toute contente de sa valisette de produits reçue du PNDP après sa formation pour faciliter son travail et ainsi réduire les risques de mortalité maternelle et infantile, en déroule le contenu devant le reporter. Avec force et détails, elle explique l'utilité de chaque produit avant de se tourner vers la jeune Biloa pour lui expliquer comment interpréter les pleurs de son bébé.

A Song Mbong dans la commune de Messondo, Blandine Ngo Badjome, accoucheuse traditionnelle qui a eu 15 grossesses (seuls 7 ont survécu) et qui prête volontiers cette expérience aux autres femmes de la communauté, revendique à ce jour 17 accouchements. « Les 17 enfants se portent tous bien », tient-elle à souligner avant d'évoquer les avantages reçus de la formation à laquelle elle a pris part et qui a été financée par le PNDP. *« Cette formation me permet aujourd'hui de faire plus rapidement la différence entre les cas normaux et ceux qu'il faut référer au centre de santé »*, a-t-elle conclu. ◆

Citizenship Component - East

Exemplary handling of Baka civil status in Dimako

Communal relay officials are doing an outstanding job facilitating the insertion of names of Baka newborns into the civil status register.

Irene Soso, community relay officer for Dimako, is a shining example of how these intermediaries in the Mayos area, propped by Charles Ella Ella, chief of service for social action with PNDP's coordination unit for the East region, are achieving exceptional feats. The enormity of their exploits is all the more heightened by how reluctant the Bakas are known to be when it comes to getting the names of their offspring into the civil status register. Notwithstanding the fact that these registrations are free of charge, over and over again, these officials are compelled to plead the case for the Bakas to do so.

When news of the birth of a Baka child reaches her, Mrs. Soso records this in an initial birth log using the names given her by the child's parents. She then forwards this log to the Council for an official birth certificate to be made. When the document is finally available, she takes charge of keeping it somewhere safe on behalf of the parents. This is because it has been reported that when they lack wrappings for their tobacco, the Bakas use whatever is within reach – exercise books, textbooks and even official documents – for the purpose.

Last year, fifteen births were recorded. Since the start of 2016, six children have had birth certificates prepared. Through her work, Mrs. Soso is giving Baka children the chance to live "normally," with little difficulty in identifying their line, procuring national identity cards or obtaining certified true copies of their birth certificates needed when they intend to sit for official examinations. ◆

Advocacy

A case for more Pygmy peoples in the civil service

For the originally hunter-gatherer Baka, Bagyieli, Bakola and Bedzang pygmy ethnic groups in Cameroon, the breakneck speed with which the world keeps evolving means they are at the swelling mercy of being carted away to society's obscure fringes. That is if they don't rise up to the challenge and take charge of their futures. With industrial logging, large-scale farming and conservation schemes gnawing their traditional dwelling places, these "forest peoples" are coming to terms with the stark, and somewhat harsh, reality that someday they may no longer live in forests.

Faced with these impediments to the sustainable and traditional forest life they have led for millennia, the "forest peoples" are embracing new lifestyles. And it appears all but normal that they explore other options; safe alternatives to their traditional lifestyle. PNDP, which is gearing up for the launch of the third phase of its project for development initiatives that target pygmy populations, is committed to ensuring that these people don't settle for less but be offered the best alternatives possible.

This project lays stress on areas like health and agriculture but education is the gem which it is especially on the lookout for. Why this focus on education? This is because it is one of the most trusted vectors of development. PNDP wants to ensure that its education component doesn't just end with the Pygmy peoples obtaining academic diplomas. Beyond that, PNDP plans to vigourously embark on a campaign for more educated Pygmy peoples to have jobs in the civil service, the country's biggest and most trusted employer. More Pygmy peoples in the civil service or in trustworthy areas of the private sector will mean more models their children can look up to and seek to emulate.

For sure, such a colossal accomplishment can't be championed singlehandedly. For it to come to fruition, the pooling together of investments in time, manpower and financial resources is required. This thus highlights one fact: technical and financial partners are key darts as PNDP takes aim at the bull's eye. ◆

Composante Santé - Est

Petite victoire contre les préjugés Baka

Notre reporter a trouvé en situation le Chef du Centre de Santé Intégré de Mikel, village devenu célèbre grâce au journaliste gabonais, Patrick Nguema Ndong qui l'avait identifié comme « le plus grand village de sorciers d'Afrique centrale ».

Au moment où l'équipe de reportage est sur le terrain à Salapoumbe, on signale la présence d'une équipe de chercheurs de la Faculté de Médecine et de Sciences Biomédicales (FMSB) de l'Université de Yaoundé 1 conduite par le Pr. Tetanye Ekoe. Depuis trois semaines, ils tentent de comprendre les raisons du manque de sang de plus en plus marqué chez la mère et l'enfant Baka. La collaboration entre ce pédiatre et la religieuse Sœur Geneviève, directrice de l'Hôpital Privé Catholique de Salapoumbe, a commencé dès le retour de Belgique du médecin, il y a une trentaine d'années. Elles se sont renforcées dès qu'il est devenu doyen de la FMSB, car alors, l'hôpital a pu recevoir 1, puis 2 et aujourd'hui 5 internes.

Le manque de sang pourrait se justifier par la malnutrition liée aux changements notables des modes de vie des Baka au cours des dernières décennies. C'est du moins pourquoi le travail effectué par Armel Massinga Mondo, Chef du Centre de Santé Intégré de Mikel, prend toute son importance. Le reporter le trouve en train de mener une campagne de stratégie avancée avec les femmes Baka accoucheuses traditionnelles qui ont été formées sur financement du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Pour ne pas bousculer les habitudes fortement ancrées chez ces vulnérables peuples autochtones, il a fallu former ces accoucheuses. Jusqu'ici, les femmes Baka préfèrent la dureté de la paille sur le sol, au matelas douillet des hôpitaux pour l'accouchement. Les accoucheuses, ont reçu des formations en hygiène élémentaire de l'accoucheuse mais aussi de la mère et du nouveau-né, en détection des positions fœtales de manière à identifier les cas d'urgence à référer au centre de santé le plus proche.

M. Massinga qu'accompagnaient ses collaborateurs, Ferdinand Balo et Tatiana Ondoua, Aides-soignants généralistes, a aussi échangé avec une quinzaine de Baka du village Ngola 115, sur la nécessité d'inciter leurs congénères qui préfèrent la forêt, à respecter le calendrier des descentes des équipes de santé sur le terrain, et à laisser les femmes enceintes et les enfants à bas âge être consultés et soignés par le personnel médical mis à leur disposition. Occasion aussi de mettre le doigt sur les problèmes de malnutrition identifiés.

Mais que ce n'est pas facile de soigner un bébé Baka. Dès qu'il pleure, la mère est dans tous ses états, comme le reporter l'a constaté, traitant le personnel médical de tous les noms d'oiseau et faisant le forcing pour récupérer l'enfant qu'elle a dû leur abandonner un moment dans un accès de colère. Sœur Geneviève commente : *« Elles sont terribles. Vous savez, ce sont les femmes qui commandent chez les Baka. D'ailleurs, chez eux, c'est l'homme qui va en mariage chez la femme et non l'inverse. Régulièrement, on entend dire : que pouvons nous contre nos femmes, lorsqu'elles ont pris une décision ? ».*

Pour se faire comprendre, M. Massinga s'appuie sur la traduction de Lolo Matta, un ancien enseignant Baka, « *un très bon enseignant* », souligne la Sœur. Il a dû abandonner la craie car les Baka de la localité ont déserté la quinzaine d'écoles où ils avaient leurs habitudes.

En 40 ans de séjour au Cameroun, Sœur Geneviève dit n'avoir eu à faire qu'à un seul cas de poliomyélite, et c'était il y a une vingtaine d'années sur la route de Belabo. Mais le travail qui a permis d'atteindre ces résultats peut être mis à mal avec l'extrême réticence des Baka à sortir des profondeurs de la forêt pour se faire examiner et prendre en charge sans avoir à attendre les cas où le pronostic vital est engagé.

Celle qui se vante d'avoir œuvré à faire apparaître la ville de Salapoumbe sur les cartes du Cameroun en vente à Yaoundé, dit regretter la disparition progressive du savoir architectural ancestral Baka dans la construction des « *moungoulou* » chez les Baka. Elle espère les voir bientôt adopter un autre comportement que celui des mendiants. « *Ils ne proposent jamais rien en retour des services attendus des centres de santé, souffle-t-elle. Si je leur demande du plantain, ils ont une seule expression: ce n'est pas mature. Et le bois mort alors ? Leur dis-je souvent par dépit.* » Un changement de comportement qui est d'autant important que même pour les prélèvements sanguins, ils demandent à être payés. Heureusement qu'ils acceptent volontiers les transfusions sanguines. ◆

Cas de Dimpan (Commune de Messamena)

Suzanne Edith Kaboud, épouse Monentyam, Chef du Centre de Santé Intégré de Dimpan qui couvre seule, en attendant l'affectation d'un collaborateur, les villages Belay, Bintsina, Essiengbot et Bifolone reconnaît que la bataille pour le gain de confiance n'est jamais gagnée de manière durable. Un rien suffit pour ébranler des mois, voire années de confiance patiemment construite. *« Il faut les flatter pour qu'ils acceptent de venir bénéficier des soins et des médicaments gratuits achetés pour eux par le PNDP »,* souligne Mme Monentyam. Or pour les soins, leur apport personnel est inexistant. *« Ils invoquent toujours des soucis financiers, pour ne pas avoir à se priver ne serait ce que d'un régime de banane plantain »* appuie l'infirmière. *« Cette mentalité, tant qu'elle n'est pas vaincue, est un blocage réel sur le terrain».*

Il faut faire plusieurs descentes dans les campements pour espérer trouver 2 à 4 personnes qui de surcroît sont très exigeantes. Ils détestent les injections, mais tolèrent les comprimés à condition de ne pas être obligés d'aller les prendre dans leurs moungoulou. D'ailleurs, il faudrait qu'un Baka soit très mal en point, « zespéré », comme ils le disent, pour accepter recevoir des soins dans un centre de santé. Alors il faut profiter des événements organisés au village pour les trouver sur place.

Toutefois, à Bintsina, on note une adhésion progressive des Baka qui y vivent, souligne l'infirmière.

Plaidoyer des acteurs sur le terrain

Mveng
Sous-préfet de Salapoumbé
En matière d'éducation, il faut des leaders pour les encourager à valoriser leurs études. Si avec un Bac ou un Bepc on pouvait les insérer dans la fonction publique et les affecter dans une sous-préfecture où l'on retrouve les pygmées, je pense que ce système ait motiver davantage les autres à aller à l'école.

Josué Mimb
Sous-préfet de Dimako
La plateforme est le lieu de sensibilisation des chefs Bantous afin qu'ils accordent un espace aux Baka. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit de premiers occupants de nos terres. Grâce aux fonds du PNDP, nous avons faciliter leur accès aux médicaments. Il en faut davantage.

Innocent Ondoua
Nkou Maire de Lokoundje
Ce que vous avez relevé sur le terrain avec le champ de Mme Djoki démontre l'effort fait par ces peuples dans notre commune. Le PDPP a permis qu'ils se sédentarisent, ce qui n'est pas inscrit dans leur nature. Nous nous efforçons à mettre des lignes budgétaires à la disposition des peuples pygmées.

Mike Rocheteau Moabok
Adjoint au maire de Dimako
Nous invitons le PNDP à davantage de présence pour le bien des enfants pygmées qui commencent à se familiariser avec les Bantous. Il faut explorer les pistes de financement de la formation professionnelle des jeunes Baka dès leur sortie du cycle primaire.

Mamia Bikanda
Sous-préfet d'Efoulan
Chaque fois que nous allons dans les villages, il y a un très bon accueil des pygmées. Les chefs de village ont cédé des parcelles de terre pour les projets des pygmées.

Jean Charles Ampouam Angaye
Proviseur du lycée de Messamena
A première vue on ne peut pas reconnaitre un pygmée dans la cour de récréation. Il faut que l'Etat continue à faciliter leur instruction. Mais le plus grand souhait, c'est que les enfants pygmées soient intégrés dans les entreprises publiques et dans la fonction publique.

Aubin Olock
Directeur de l'Ecole des agents techniques médico-sanitaires de Bertoua
Leur intégration est facile avec l'appui des ONG. Il n'y a pas stigmatisation dans l'environnement de formation pratique et théorique. La seule inquiétude c'est après la formation. Il faut leur garantir l'emploi.

Christian Noubi Noubi
Directeur de l'Ecole des Aides-soignants de Bertoua
J'ai déjà eu à encadrer cinq ressortissants pygmées depuis quatre ans que je suis là. Dès leurs sorties, on constate qu'ils ne sont pas recrutés facilement.

Sa Majesté Joseph Nkodo,
Chef de 28 Communautés pygmées à Lolodorf
Nous avons besoin de plus de moyens financiers pour l'amélioration de nos conditions de vie. Lorsque le PNDP nous vient en aide, il y a de la joie dans nos campements. Je suis satisfait de l'accompagnement de nos enfants dans le domaine de l'éducation. Malgré les performances de nos enfants au CEP, nous avons encore les difficultés liées à la prise en charge desdits enfants depuis le début de l'année scolaire en cours. Mais les responsables du PNDP ici dans la région du Sud nous rassurent qu'il y aura d'autres financements et nous attendons.

Sa Majesté Mvem Paul Célestin,
Chef Ma'anmenyin
Nous avons signé les papiers qui montrent que les peuples pygmées et bantous sont en paix. Et le PDPP permet aujourd'hui aux enfants pygmées d'aller à l'école. S'il y a davantage de moyens fournis par le PNDP, tout ira bien.

Colette Etoundy
Censeur N°1 lycée de Dimako
Nous avons un élève pygmée en terminale, qui revêve de la préfectorale. Il faut qu'il sache qu'il doit travailler dur, passé par l'Enam. Il faut peut-être des mesures spéciales d'accompagnement.

Sa Majesté Maurice Kombi,
Chef de la communauté pygmée de Ndong-Lien
Nous nous rejouissons déjà la présence du chef de Centre de santé intégré de Song Mbong qui vient entretenir les femmes accoucheuses traditionnelles. Nous espérons plus d'appui, notamment en agriculture.

Marc Bekale
Directeur de l'Ecole d'infirmiers diplômés d'Etat d'Ebolowa
Notre élève issue de la communauté pygmée mérite beaucoup d'accompagnements parce qu'avec ses autres camarades il n'y a aucune différence. Elle a simplement un petit retard à cause de ses problèmes de santé mais son état de santé s'améliore au jour le jour.

Abbé Daniel Bachelin Ngomb
Principal Collège Marie Albert
Mais dans l'ensemble, l'on note un respect de la discipline des élèves pygmées. Sur le plan académique, on attire leur attention lorsqu'il n'y a pas de résultats positifs et il faut sans cesse les motiver. Mais pour le reste tout va bien. Ils ne sont pas absentéistes comme les autres élèves.

Georges Nkami

“ Il faut envisager une discrimination positive pour les peuples pygmées ”

Il suit de très près le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDDP), porté par le Programme National de Développement Participatif dont il est, à la Cellule Nationale de Coordination, le Spécialiste des Aspects Socio-Environnementaux.

Pourquoi le PNDP a-t-il choisi d'élaborer une stratégie spécifique pour le développement des peuples pygmées?

Merci de l'opportunité que vous me donnez de dire un mot sur la mise en œuvre du PDPP dans le cadre du PNDP, ou mieux de la contribution que le gouvernement camerounais, à travers le PNDP, essaye d'apporter aux populations dites « pygmées », composées des Baka, Bakola, Bagyéli ou Bedzang et que l'on retrouve essentiellement dans 31 communes des régions du Centre, de l'Est et du Sud.

En tant que l'un des outils opérationnels d'appui au processus de décentralisation, le PNDP a choisi d'élaborer une stratégie spécifique pour le développement des peuples pygmées pour être conforme aux politiques de sauvegarde environnementale et sociale du Gouvernement, et de celles de ses partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale.

Le PNDP a fait l'objet d'une évaluation environnementale qui a donné lieu à un Cadre de gestion et environnementale et sociale (CGES) du Programme, lequel a été complété par un Plan de Déplacement Involontaire et de Réinstallation (PDIR) et un Plan de Développement des Peuples Pygmées conformément à la politique opérationnelle 4.10 de la Banque mondiale.

Globalement, l'objectif global du PDPP est d'assurer que le processus de développement engagé favorise le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones. En d'autres termes, il s'agit à travers cette opération spécifique, de faire en sorte, que les préoccupations de cette frange souvent « oubliée », soit davantage connues et traitées avec le plus grand soin.

Les savoirs et savoir-faire des peuples pygmées ne sont-ils pas condamnés à disparaître au prétexte des approches développementalistes?

Le développement durable des peuples pygmées que nous recherchons tous vise justement entre autres, à préserver leur savoir, savoir-faire et savoir être. Il faut bien se dire que l'ensemble des appuis que nous apporterons, viennent en complément de ce qui existe sur le terrain. D'ailleurs, il est prévu une grosse activité qui a trait avec la promotion des activités socioculturelles, visant justement à préserver leur know-how, aussi bien dans le domaine de l'art, la culture, la danse, la médecine, etc. En effet, nul ne peut douter aujourd'hui de l'apport de la pharmacopée traditionnelle en matière de santé publique au Cameroun. Or, depuis la nuit des temps, ces peuples pygmées n'ont eu recours qu'à cela pour se soigner. On peut multiplier les exemples dans ce sens.

Est-il nécessaire d'envisager une sorte de discrimination positive de l'Etat dans un proche avenir afin de susciter une élite pygmée?

Oui, il le faut forcément. Si l'on convient que ces populations sont vulnérables, l'Etat, dans son rôle de régulateur, doit imaginer et encourager une sorte de discrimination en faveur des peuples pygmées, pour jouir par la suite, de leur expertise et contribution totale dans l'effort de construction nationale. Votre question me donne l'occasion, à la suite du MINEPAT et du Coordonnateur National du PNDP, de remercier le ministère des Enseignements Secondaires et le ministère de la Santé Publique, qui ont bien voulu inscrire, à titre exceptionnel, 08 enfants pygmées au titre de l'année scolaire 2012- 2013, respectivement dans les Ecoles d'Aides-soignants, les Ecoles d'Infirmiers et l'ENIET.

Il me plait de vous annoncer que leurs résultats scolaires sont d'ailleurs très encourageants, et certains d'entre eux seront professionnels et opérationnels dans les mois à venir. Il faut bien qu'ils trouvent de l'emploi, en tant que fonctionnaires ou salariés du privé. Là encore, l'on a besoin d'une discrimination positive de l'Etat et cela va contribuer à la constitution d'une élite pygmée que vous avez évoquée. Les autorités ont déjà été saisies. ◆

Etat de mise en oeuvre du PNDP en 2015

Sa mise en œuvre au cours de l'année 2015 s'arrime à son objectif de développement, à la nature de chacune de ses trois composantes et au plan de couverture établi pour début de la deuxième phase. Les tableaux suivants font un condensé statistique de certaines activités du Programme, notamment l'élaboration des PCD, la situation des études de faisabilité et des agents communaux. Une présentation plus détaillée est disponible dans le rapport d'activités de l'année 2015.

Tableau 1: situation du processus d'élaboration/actualisation des PCD

Niveau avancement de la planification		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Actualisation	31/12/2015	17	45	23	0	0	14	0	30	19	0	148
	30/09/2015	17	45	23	0	0	14	0	30	19	0	148
Elaboration	31/12/2015	4	19	24	31	23	7	31	10	6	25	180
	30/09/2015	4	19	24	31	23	7	31	10	6	25	180
Total	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328

Les données d'activités (tableau 2) montrent que des microprojets agricoles sont passés à l'étape de réalisation après la validation de leurs études de faisabilité par le COMES, portant ainsi leur nombre de 771 au 3ème trimestre 2015 et à 705 au 4ème trimestre.

Tableau 2: situation des études de faisabilité

Nature du microprojet		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Agricole	31/12/2015	2	326	28	146	35	0	10	126	11	21	705
	30/09/2015	22	345	83	156	49	9	53	30	3	21	771
Classique	31/12/2015	1	16	21	12	25	0	25	58	11	137	306
	30/09/2015	87	0	64	12	32	44	25	155	0	137	556
Total	31/12/2015	3	342	49	158	60	0	35	184	22	158	1011
	30/09/2015	109	345	147	168	81	53	78	185	3	158	1327

Sur les 656 postes d'agents communaux à pourvoir à raison de 2 par commune, seuls 597 sont pourvus au 31 décembre 2015 contre 570 au 30 septembre 2015 (*voir tableau 3*). Cette hausse traduit l'effort entrepris pour pourvoir les postes vacants qui s'établissent désormais à 59 (33 pour les agents financiers et 26 pour les agents techniques).

Tableau 3 : répartition des agents communaux selon la fonction et la région

Fonction du cadre communal		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Financier	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Technique	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Total postes	31/12/2015	42	128	94	62	46	42	62	80	50	50	656
	30/09/2015	42	128	94	62	46	42	62	80	50	50	656
Total postes pourvus	31/12/2015	38	113	89	59	46	38	59	73	40	42	597
	30/09/2015	38	106	84	54	36	36	60	71	39	46	570

Au 4ème trimestre 2015, 215 agents communaux sont contractualisés contre 201 au dernier trimestre 2014.

***Source :** Données d'activités des CRC au 31 décembre 2015*

PNDP-CEFAM

Les capacités des Cadres Communaux renforcées

Ce Centre de Formation pour l'Administration Municipale (CEFAM) de Buea a accueilli, du 25 Octobre au 08 Novembre 2015, 41 Cadres Communaux de Développement (CCD) et Financier (CCF) de 22 Communes de la région de l'Ouest. La formation était axée sous les thèmes « Finances locales et mobilisation des ressources » d'une part et « Développement de l'économie locale et mobilisation des ressources » d'autre part.

Pour les CCD, l'objectif général de cette formation était de renforcer les capacités des participants sur l'élaboration des stratégies pour le développement de l'économie locale en vue de mobiliser et de maximiser les ressources et revenus locaux. Quant aux CCF, il s'agissait d'assurer une gestion économique, financière appropriée des communes à travers l'élaboration des budgets, l'évaluation, le recouvrement des taxes communales et la préparation des états financiers.

La formation a été rendue possible grâce à la convention N°008/C/PNDP/CEFAM/15 du 07 Octobre 2015 signée entre le PNDP, ici représenté par Boniface Megouo, Coordonnateur Régional pour la région de l'Ouest et le CEFAM représenté par Mathieu Hagbe, Directeur dudit Centre, ceci pour un montant de 26 866 439 FCFA représentant les frais de formation, d'hébergement et de restauration entièrement pris en charge par le PNDP.

Les plans d'action de mise en œuvre des enseignements reçus ont été élaborés à la fin de la formation et feront l'objet d'une évaluation semestrielle du PNDP et du CEFAM.

Satisfécit général des Maires des Communes concernées et des Cadres Communaux qui ont exprimé leur gratitude à l'endroit du Programme pour son appui multiforme au bénéfice des Collectivités Territoriales Décentralisées. ◆

PNDP Ouest

Concertation multiforme

La Cellule Régionale de Coordination du PNDP pour la région de l'Ouest a accueilli, le Jeudi 10 Décembre 2015, la réunion de la plateforme d'échanges entre la délégation régionale du MINEPAT, qui préside la plateforme, et les acteurs de développement local dans cette partie du pays. Instituée en 2014, elle se tient une fois par trimestre à travers un système de rotation au sein des structures représentées en son sein. Celle-ci regroupe les différents Programmes (PNDP, PADDL/GIZ...), les Etablissements publics administratifs (FEICOM, FNE...) les Organisations de la Société Civile (Zenü Network, Ligue des Droits et Liberté...) représentées dans la région de l'Ouest œuvrant dans le domaine du développement local.

L'objectif majeur poursuivi ici est de mettre en synergie les actions de développement afin d'éviter des doublons et des contradictions dans la mise en œuvre des activités des différents acteurs. Lors de cette rencontre qui a eu lieu dans la salle du Conseil d'administration de la CAPLAMI à Bafoussam, outre le mot de bienvenue de Boniface Megouo Coordonnateur Régional du PNDP, Martin Demanou Sakam, Assistant au Responsable Formation et Développement des Capacités du PNDP à l'Ouest a fait un exposé sur le thème « Plan Communal de Développement (PCD), outil fédérateur de la mise en œuvre de toute activité dans les Communes ». Les échanges qui ont suivi ont permis de mettre en évidence la place prépondérante qu'occupe le PCD dans l'orientation à donner aux activités de développement au niveau communal.

L'autre point inscrit à l'ordre du jour était l'élection des membres du bureau. Ainsi, Emmaculate Eni Tembon, Chef d'Equipe PADDL/GIZ Antenne de l'Ouest a été portée à la Vice Présidence de la plateforme et Blaise Nzupiap, Cadre de Suivi à l'OSC Zenü Network au Secrétariat Général.

La prochaine rencontre est prévue pour le premier trimestre 2016 au FEICOM. ◆

PNDP-Ouest-PADDL/GIZ:

Les deux acteurs évaluent le partenariat

Une mission de la GIZ conduite par Mme Emmaculate Eni Tembon, Chef d'Equipe du Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL/GIZ) pour la région de l'Ouest a séjourné le mardi 15 Décembre 2015 à la Cellule Régionale du PNDP basée à Bafoussam. Il était question d'évaluer avec le PNDP-Ouest les résultats et impacts de la collaboration entre les deux structures au terme des 12 ans d'activités (03 phases de 04 ans) du PADDL/GIZ. La Responsable Régionale de la GIZ était accompagnée d'une équipe composée de Matthieu Deffontaines, Assistant Technique PADDL/GIZ, Katharina Lampe, Dr. Alexander Wegener et David Abouem à Tchoyi, personnes ressources.

La mission d'évaluation avait aussi pour objectif de voir quel contenu pourrait être donné au futur Programme qui succèdera au PADDL, dans le cadre des négociations en cours entre les gouvernements camerounais et allemand.

Les échanges, qui ont également porté sur le PNDP et son mode opératoire, n'ont pas manqué de poser l'épineuse question de la maturation des projets communaux. Le Dr Alexander Wegener, qui est l'un des auditeurs internationaux commis à cet effet par la GIZ, a salué le travail abattu par le PNDP. Dans le cadre du partenariat futur, il suggère de s'appuyer davantage sur le PNDP qui bénéficie d'une meilleure présence sur le terrain. Il est à noter également que les aspects liés au renforcement des capacités des acteurs intervenant dans le développement local, surtout dans les domaines de la maintenance des ouvrages en collaboration avec le PNDP ont été très bénéfiques pour le PADDL/GIZ Ouest. ◆

Communes

Le PNDP Littoral assure le suivi

Ce sont huit communes du Littoral qui ont reçu, du 26 octobre au 02 novembre 2015, la visite d'une mission d'appui et de supervision intégrés des activités au niveau communal. Celle-ci était composée des responsables du PNDP pour le Littoral, ceux des délégations départementales du MINMAP, du MINEE et du MINTP, les contrôleurs, les prestataires, les maires et les Cadres Communaux de développement. La mission a sillonné les communes de Bonaléa, Penja, Mombo, Dibombari, Nkondjock, Nyanon, Ndobian, Yingui.
Quatre grandes articulations ont meublé le travail de cette équipe. Il s'agit du démarrage du microprojet de construction de 10 boutiques au marché de Loum ; de la signature de la Convention de cofinancement des microprojets avec la Commune de Dibombari pour le financement d'un débarcadère et d'une chambre froide à Moulanga ; de la supervision du processus de sélection des prestataires devant réaliser les microprojets de construction des Voiries et Réseaux Divers et d'électrification au marché de Yimo à Baré, de la construction d'une chambre froide et d'un débarcadère à Moulanga par Dibombari ; du suivi en concertation avec les équipes de projet de l'exécution des microprojets.
A chacune des étapes, il a fallu s'assurer, sans que la liste soit limitative, de la mobilisation de la contrepartie des bénéficiaires par la commune, de la sensibilisation des bénéficiaires et du Comité de Gestion. Ont également été pris en compte, le suivi-évaluation du niveau d'avancement technico-financier des travaux effectués par les entreprises réalisant les autres microprojets, la supervision des travaux des Commissions de Passation des Marchés (CPM) et des Sous Commissions d'Analyse des Offres (SCAO). ◆

Microprojets

Mobilité et salubrité assurées au Littoral

C'est un ouf de soulagement que les responsables de l'abattoir municipal de Mbanga ont poussé suite à la réception provisoire du bloc latrines et du château d'eau construits avec le concours financier du PNDP. L'ouvrage a été réceptionné par le Chargé des Infrastructures du PNDP pour le Littoral qui était accompagné, pour la circonstance, des responsables des ministères des Marchés Publics, des Travaux Publics, des Mines, de l'Eau et de l'Energie, ainsi que du prestataire et du contrôleur du marché. Cette mission qui s'est déployée du 01 au 03 octobre 2015 en a aussi profité pour faire le suivi de l'exécution des microprojets dans les communes de Penja, Dibombari et Dizangué. Il s'agissait respectivement de la construction d'un pont à Boneko, d'un débarcadère à Moulanga et d'un débarcadère à Pitti Dibamba.

Outre la signature du procès-verbal de réception provisoire des microprojets de Mbanga, la mission de suivi a aussi vérifié la conformité des travaux suivant les contrats et les plans. ◆

Littoral

Le PNDP réunit les maires

Les fêtes de fin d'année n'ont pas empêché que les 34 maires des communes du Littoral se réunissent aux cotés des prestataires, des contrôleurs de travaux, ainsi que du Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral qu'accompagnaient ses collaborateurs. La rencontre s'est déroulée le 23 décembre 2015 à Edea et visait à faire le point sur l'avancement des projets agricoles.

A la cinquantaine de personnes présentes, le Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral, Olivier Herman Bekack, a présenté le bilan de l'année 2015, les enjeux de la 3e phase du PNDP et des microprojets agricoles en cours d'exécution. Les échanges ont aussi été axés sur les études de faisabilité technique et socio-environnementale des microprojets agricoles. ◆

Evaluation

Le PNDP Littoral en supervision

Le Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral, Olivier Bekack qu'accompagnaient ses collaborateurs a procédé à une descente, du 22 novembre au 06 décembre 2015 dans les communes du Moungo, de la Sanaga Maritime, du Nkam et du Wouri.
La mission a été ponctuée par de nombreuses articulations. Le Coordonnateur Régional, a fait le point sur les informations entrant dans le calcul des allocations de la phase III du PNDP. Le fonctionnement des Comités de gestion des microprojets dans la région est une donnée primordiale qui a requis l'attention de la mission de supervision. Celle-ci a émis des recommandations pour la fonctionnalité des ouvrages, afin que des solutions soient apportées aux problèmes identifiés. Au plan environnemental, le point a été fait, non seulement, sur les actes de donation de sites pour la réalisation des microprojets, mais aussi sur la préconisation des mesures environnementales appropriées et leur prise en compte dans l'exécution des microprojets.
La mission n'a pas manqué de passer en revue le niveau d'élaboration des Plans d'Investissements Annuels 2016, l'actualisation des Cadres de dépenses à moyen terme, l'état de mise en œuvre des bases de données PRO-ADP et SIM_ba. Olivier Bekack insistera en fin de compte sur la nécessité du classement et de l'archivage des documents de passations des marchés, ainsi que l'entretien des équipements mis à la disposition des communes par le Programme. ◆

PNDP Littoral

Le suivi évaluation enseigné aux communes

Ce sont pas moins de 57 personnes qui se sont retrouvées du 04 au 06 novembre 2015 à Edea dans le cadre d'un atelier régional de formation des cadres communaux de développement sur le suivi des Comités de gestion et la communication communale. Autour du Préfet de la Sanaga Maritime, on retrouvait le Délégué régional du MINEPAT pour le Littoral, les délégués départementaux de la Sanaga Maritime, du Moungo et du Nkam. Il s'est agi de donner aux cadres communaux les connaissances et outils devant leur permettre de rendre opérationnels les Comités de gestion de tous les ouvrages réalisés dans le cadre du PNDP.
Au cours des communications en plénière et des travaux pratiques, les participants ont pu être édifiés sur de nombreux points. Notamment les problèmes récurrents des ouvrages réalisés dans les communes, la prise en compte des aspects socio-environnementaux dans la gestion et l'entretien des ouvrages, la mise en œuvre d'une démarche simple de suivi évaluation des ouvrages. ◆

Pro-ADP

Le Littoral s'arrime

Du 16 au 22 novembre 2015, s'est tenu à Edea un atelier de mise à jour des données PRO-ADP de 23 communes des départements du Moungo, du Nkam et de la Sanaga Maritime. La soixantaine de participants était accompagnée de la délégation régionale du MINEPAT et des délégations départementales.
L'objectif de l'atelier était de suivre la mise à jour des bases de données PRO-ADP et appuyer les communes dans la tenue correcte de leurs bases. Les participants présents ont dû évaluer le niveau d'utilisation du logiciel par commune et les difficultés techniques rencontrées. Il a également fallu procéder à la réinstallation du progiciel dans les ordinateurs de certaines communes et effectuer les travaux de saisie. Puis l'on a élaboré un plan d'action de mise à jour de la base de données en rapport avec la situation de chaque commune. La méthodologie a consisté à revoir et corriger PRO-ADP dans les ordinateurs, présenter l'état de saisie des données dans chaque commune, relever les difficultés rencontrées sur le terrain et y apporter des solutions. ◆

Microprojets

Le PNDP Littoral sur le terrain

Les communes de Baré et Ebone ont reçu, du 09 au 11 novembre 2015, une mission du PNDP Littoral qu'accompagnaient les délégations départementales du MINMAP, du MINEE et du MINTP, ainsi que des contrôleurs. Il s'est agi d'appuyer ces deux communes dans le démarrage des microprojets nouvellement attribués à certains prestataires. Notamment la construction des Voiries et Réseaux Divers (VRD) au marché de Yimo à Baré, de l'électrification dudit marché et la construction d'un puits et d'un château d'eau à l'école maternelle d'Ebone.
L'équipe qui est descendue dans les communes a mis à la disposition des prestataires et de l'ingénieur du marché les check-lists de paiement de leurs prestations. L'équipe s'est également assurée que les sites de réalisation des microprojets sont ceux retenus et que les projets en cours de réalisation sont ceux qui ont fait l'objet de la signature d'un contrat. ◆

Communication

Le PNDP Littoral sur les ondes

Un atelier de production des émissions radiophoniques d'accompagnement du processus de mise en œuvre des Plans Communaux de Développement dans la Région de Littoral qui s'est déroulé à Edea du 07 au 12 décembre 2015. La rencontre, qui visait à produire des supports permettant de créer une dynamique de communication pour le développement au niveau communal, a connu la participation d'une trentaine de personnes composées des maires, des secrétaires généraux des communes, des délégués départementaux, des cadres financiers venant de plusieurs communes des départements du Moungo, du Nkam, de la Sanaga maritime. Aux cotés des responsables de la Cellule régionale du PNDP pour le Littoral, on retrouvait aussi un journaliste et un technicien de la CRTV.

A travers la rédaction d'articles, les interviews des personnes ressources, les enregistrements en studio, le montage des éléments, le montage de l'émission, l'écoute critique, le réajustement en studio ou au banc de montage, pour ne citer que cela, les participants ont pu avoir une connaissance poussée de la chaîne de production radiophonique tout autant que des outils et techniques de production des émissions. ◆

Pro-ADP

Le PNDP Centre actualise la base de données

La Coordination Régionale du Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour le Centre a organisé, du 05 au 13 novembre 2015 dans l'enceinte de l'hôtel Prodiges à Nkolafamba, un atelier consacré à la mise à jour de la base de données du Progiciel d'Aide au Développement Participatif (Pro-ADP) dont l'objectif est de produire pour chaque commune, la situation de référence de la base de données et l'état des besoins avec une possibilité de mise à jour périodique de ladite base.

L'Atelier, présidé par le Coordonnateur Régional, Thomas Ongon, assisté de ses collaborateurs et d'un expert, a réuni, entre autres, les secrétaires généraux, les cadres communaux et les Organismes d'appui local de 64 des 70 communes que compte la région du Centre.

Il a été question de faire le point sur les difficultés liées à l'utilisation du PRO-ADP, d'actualiser et de consolider la base de données et de renforcer les capacités des différents participants sur ce progiciel, afin de faciliter l'utilisation efficace de cet outil, de s'assurer de son opérationnalisation effective par les principaux acteurs des communes et de bâtir une marque accessible aux partenaires et investisseurs potentiels.

Outre la mise à jour du PRO-ADP, les travaux ont également consisté à vérifier l'actualisation du CDMT et l'élaboration du PIA, à faire un bilan de l'état des équipements mis à la disposition des communes par le PNDP, à évaluer le niveau d'avancement du processus d'élaboration des PCD, à faire le point sur l'état d'avancement des microprojets. Un regard a aussi été posé sur les données GPS des microprojets des première et deuxième phases, dans le but d'optimiser l'exécution des activités à échéance d'un mois et de permettre aux communes d'accéder aux capitaux et s'assurer ainsi du succès de la phase 3 du PNDP en préparation. ◆

Communal Development Plans

PNDP Centre organises a Workshop at Kiiki

As part of the process of devising Communal Development Plans (CDP), the Regional Coordination Unit for the Centre Region organized a workshop which had its eyes on creating a CDP for the Kiiki Council in Mbam and Inoubou division from October 16 to 18, 2015.

Presided over by the DO for Kiiki, the workshop was attended among others by ministerial representatives, municipal councillors, the president of the steering committee, the presidents of the communal councils, the Mayor, the Secretary General and the Communal Development Officer, village chiefs, the Municipal Treasurer, the Finance Officer, the regional head of Training and Capacity Building for the Centre representatives of the Local Support Organization (BIOCONCEPT).

The training which took place in the town hall of Kiiki helped to highlight the CDP's weak points. At the close of the training, the Mayor praised the efforts of all those who participated in the drafting of his municipality's CDP. After making a summary of the workshop, Mr. Willy Azebaze said he was satisfied with the outcome of the planning process and the fact that the methodological guide was strictly respected. «By 2025, Kiiki will be dynamic and developed with quality basic infrastructure where all the segments of an informed and healthy population will be involved in environmentally-friendly socio-economic activities,» the participants resolved.

Mr. Nyam a Mamba Achille, Mayor of Kiiki, welcomed the initiative of the PNDP and congratulated participants for their contributions, hoping that they will all work resolutely so that the CDP becomes the community's Bible and compass for development. At the end of his remarks, he announced the establishment of a committee for the implementation of CDP. ◆

Microprojets agricoles

La commune de Pouma démarre

Une mission d'évaluation du PNDP Littoral s'est déployée dans les communes de Pouma et de Dibombari du 22 au 23 octobre 2015. Elle était constituée des responsables de la Cellule régionale du PNDP pour le Littoral, qu'assistaient les Cadres Communaux de Développement, les contrôleurs de travaux, les représentants des ministères des Marchés Publics et des Travaux Publics.

La mission s'est articulée autour de trois axes : le démarrage des microprojets agricoles nouvellement attribués aux entreprises ; le suivi, en concertation avec l'équipe de projet, de la mise en œuvre des recommandations issues du dernier calage des quantités relatives à la construction du débarcadère de Moulanga (Dibombari) ; la finalisation des réglages pour la redéfinition des projets de construction des hangars à Bwadibo et à Yabea (Dibombari) ainsi que du bloc latrines au CETIC de Dibombari.

A travers des audiences auprès des autorités administratives et des rencontres avec les bénéficiaires, des échanges avec les maîtres d'ouvrage et des descentes sur les pistes de travaux, l'équipe a pu, entre autres, s'assurer que les sites de réalisation des microprojets étaient ceux retenus et que la sensibilisation des bénéficiaires et des Comités de gestion était effective. ◆

Sur la CRTV Télé dès 16H00, le 2ème jeudi du mois

Vous avez RENDEZ-VOUS avec LAZARE ETOUNDI dans « GOUVERNANCE LOCALE »

52 minutes de débats, de vox pop et de reportages sur la vie des communes camerounaises

Vos réactions et suggestions sont recueillies aux adresses suivantes :
zenu.network@gmail.com
akamdem@pndp.org

Une coproduction :

PNDP

Zenü Network

CAMEROUN

COMPRENDRE pour mieux exécuter le BIP 2016

Tableau 1: Evolution du Budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

	Exercice 2013		Exercice 2014		Exercice 2015		Exercice 2016	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	3 729,3	3 236,0	3 452,3	3 312,0	4 160,2	3 992,6	**4 872,9**	**4 234,7**
BIP en volume	1450,3	957,0	1140,3	1 000,0	1 413,5	1 246,0	2 151,7	1 525,8
Part du BIP sur le Budget Global	38,9%	29,6%	33,0%	30,2%	34,0%	31,2%	44,2%	36,0%

Source : MINEPAT/DPIP

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2016, est de FCFA 2151,7 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1525,8 milliards en Crédits de Paiement. Ainsi, ce BIP qui connait en Crédits de Paiement une progression de 22,5%, porte la part du BIP au budget global à 36% contre 31,2% en 2015, soit un accroissement de 4,8 points.

Tableau 2 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Source de Financement	2013	2014	2015	2016	Variation 2013 - 2016
Ressources Internes (RI)	676,0	709,0	725,0	1 000,8	38%
RIO	646,0	688,0	697,2	578,0	-17,1%
RIS (C2D)	30,0	21,0	27,8	27,8	0,0%
PLANUT			30,0	275,0	816,7%
CAN			66,0	120,0	81,8%
Ressources Externes	**281,0**	**291,0**	**425,0**	**525,0**	**23,5%**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1 525,8**	**22,5%**

Source : MINEPAT/DPIP

Tableau 3 : Répartition des CP du BIP par Secteur (en milliards de FCFA)

Secteurs	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Poids relatif dans le BIP 2016 (en %)
Souveraineté	38,2	47,2	60,5	28,2	1,8
Défense et sécurité	14,5	14,6	9,2	49,5	3,2
Administration générale et financière	64,1	68,9	61,0	40,9	2,7
Enseignement, formation et recherche	58,1	66,9	71,8	60,6	4,0
Communication, culture, loisir et sport	14,8	17,6	16,9	5,0	0,3
Santé	71,5	76,5	107,0	132,5	8,7
Affaires sociales et emplois	13,7	18,9	17,3	15,2	1,0
Infrastructures	428,1	464,0	602,7	981,8	64,3
Production et commerce	105,6	117,0	161,6	152,0	10,0
Dépenses communes	**148,4**	**108,4**	**78,1**	**60,3**	**4,0**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1525,8**	**100,0**

Source : MINEPAT/DPIP

BIP : Budget d'Investissement Public
AE : Autorisation d'Engagement
CP : Crédit de Paiement
RIO : Ressources Internes Ordinaires
RIS : Ressources Internes Spéciales
PLANUT : Plan d'Urgence Triennal
CAN : Coupe d'Afrique des Nations

Une publication du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
B.P. 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél. (237) 222 220 922 - Fax: (237) 222 236 607